

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

COOPÉRATION BILATÉRALE

LE GABON PARTENAIRE TRADITIONNEL ET STRATÉGIQUE DE SÃO TOMÉ ET PRÍNCIPE



Crédit photo : © DR

Lire p.4&5

VIE ÉCONOMIQUE

OLA ENERGY DE PLAIN-PIED DANS LE NUMÉRIQUE



Crédit photo : © DR

Lire p.8

DÉVELOPPEMENT DURABLE

LE GABON PROMET L'ACCÈS À L'EAU POTABLE POUR TOUS LES LIBREVILLOIS



Lire p.20

CONSO & SANTÉ

MORSURES DE SERPENTS



Crédit photo : © AF

Lire p.22

Dossier

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

DÉFIS & ENJEUX



Crédit photo : © ECG+

INTERVIEW DE MONSIEUR GUY MAIXENT MAMIKA, MINISTRE DE LA COMMUNICATION, DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE ET DE LA POSTE

LE GABON S'INITIE À L'E-COMMERCE

LA SING EN PLEINE EXPANSION

CANALBOX : LIBREVILLE FIBRÉE DU NORD AU SUD

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : UNE RÉVOLUTION

Lire p. 12 - 19

Prochain numéro :

AGRICULTURE – AGROBUSINESS

N°74
MAI
2019



BGFIMobile

BGFIMobile

L'APPLICATION QU'IL VOUS FAUT



- Opérations bancaires
- Transfert GAB/ Retrait sans carte sur tous les GAB BGFIBank
- Paiement EDAN
- Paiement factures SEEG
- Paiement Unités téléphoniques



Avec BGFIMobile, application téléchargeable gratuitement sur Google play et Windows store, **client ou non de BGFIBank**, vous avez accès au Mobile Banking et Mobile Money, deux plateformes qui vous permettent de gérer votre banque et portefeuille électronique depuis votre téléphone. Avec BGFIMobile, vous n'avez que des exclusivités :

Opérations bancaires - Recharge carte VISA Prépayée - Paiement EDAN - Paiement factures SEEG - Paiement Unités téléphoniques.

L'exclusivité plus, c'est la possibilité de retirer de l'argent dans un GAB BGFIBank sans carte. Avec BGFIMobile, mettez à disposition de vos proches de l'argent directement sur l'ensemble des GAB BGFIBank.

L'application BGFIMobile est une application sécurisée et accessible à tous **24h/24, 7j/7**.

Tél. : N° court 8888
Tél : (+241) 01 76 88 88
E-mail : eqc@bgfi.com

www.groupebgfibank.com

BGFIBank Gabon SA, avec Conseil d'Administration au capital de F CFA 75.006.332.100- N° statistique 071282 F- RCCM Libreville 2010 B 09140- NF 771 282 M.
Siège Social : 1295 Bd de l'Indépendance- BP: 2253 Libreville (Gabon) - Tél: 5265 00 - Swift: BGFIGAL



BGFI Bank
Votre partenaire pour l'avenir

Sommaire N°73

VIE ÉCONOMIQUE

6 – 11

COMMENT MOBILISER LA MANNE ÉCONOMIQUE DE LA DIASPORA AFRICAINE ?

p. 6

LA BEAC JUGE LA SITUATION MACROÉCONOMIQUE DE LA ZONE CEMAC GLOBALEMENT SATISFAISANTE

p. 6

COMMENT LES CHINOIS S'IMPOSENT EN AFRIQUE

p. 10

DOSSIER

10 – 15

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE : DÉFIS & ENJEUX



ACTUALITÉ DE L'AGENCE NATIONALE DES INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES ET DES FRÉQUENCES (ANINF)

p. 17

LE MEDIALAB GABON : CONSTRUIRE ENSEMBLE LE MÉDIA DE DEMAIN

p. 18

LA RÉVOLUTION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

p. 19

Édito

NUMÉRIQUE : DÉFIS ET ENJEUX

Par Anne-Marie Jobin



Le premier trimestre 2019 s'achève et *Economie Gabon* + continue d'interviewer les acteurs économiques du pays, tente de vous éclairer et de décrypter le plus précisément possible l'évolution des entreprises gabonaises génératrices de profits. Nous nous tenons au plus près des réalités en prenant la hauteur indispensable à la compréhension des grands enjeux du moment, notamment économiques, diplomatiques et sociétaux, tout en restant fidèles à nos valeurs et attentifs à vos attentes. Cette édition dédiée au numérique ne peut laisser personne indifférent. Les technologies de l'information et de la communication (TIC), nouvelle économie, nouvelles technologies, économie électronique, économie digitale, sont des dénominations utilisées pour décrire l'économie numérique. Mais qu'est-ce que l'économie numérique ? Quels sont les secteurs qu'elle englobe ? Quels sont les impacts théoriques et empiriques observés... Autant de sujets qui intriguent encore, qui passionnent, et nous entraînent inexorablement vers monde de demain.

Au Gabon, depuis peu, nous pouvons compter des incubateurs, des formateurs, des mentors... chapeautés par le ministère des TIC, de la Communication et de l'Économie numérique, très actif et bien conscient que cette source financière est un enjeu important de la diversification de l'économie du pays. Tous les secteurs d'activités progressent et s'investissent chaque jour davantage, générant de nouveaux emplois. La semaine passée, la Corée a inauguré la 5G. Objectif, aller encore + loin et + vite. L'économie numérique pèse aujourd'hui 5 % du PIB du Gabon et l'objectif est d'atteindre les 8 % à l'horizon 2023.

Si cette actualité fascine et passionne, il n'en reste pas moins que nous devons toujours planter pour nous nourrir, voyager pour découvrir, forer pour extraire notre pétrole et exploiter nos forêts pour produire. Si ces filières jouent toutes un rôle de relais et qu'elles sont des nouveaux moteurs de croissance c'est parce qu'en amont, des portefeuilles ont été attribués aux ministères de tutelle concernés et qu'un effort inédit d'investissement a été réalisé pour dynamiser les facteurs clés de la compétitivité : infrastructures, ressources humaines et naturelles...

Dans la prochaine édition nous développerons et vous informerons de l'avancée des projets agricoles pour lesquelles les enjeux sont fondamentaux. Réduire les importations, former des jeunes, s'équiper en matériel... pour exploiter cette terre si fertile. Les grandes institutions bancaires telles que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et bien sûr le FMI soutiennent ces investissements, contributeurs nécessaires pour atteindre les objectifs fixés ■

Merci de nous être fidèles. Bonne lecture.

Directeur de la publication

Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 05 31 70 00

Comité de rédaction

Anne-Marie JOBIN
Rédacteur en Chef - Éditorialiste
Cel. : +241 05 30 18 80

Nancy DIGOMBE

Sécretaire de Rédaction
laredaction@economie-gabon.com

Responsable multimédia

Tél. : +241 01 44 11 62
contact@economie-gabon.com

Responsable réseau de distribution

Jocelyne DOKASSE – Tél. : +241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com
Port-Gentil : Louis Georges AGONDJO

Stratégie & développement

Anne-Marie JOBIN : +241 05 30 18 80
annemarie.jobin@economie-gabon.com

Publicité & marketing :

241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Directeur artistique & infographie

Donald Ella
Assistant infographe : Nills Tigoue

Impression : Multipress

Tirage : 10 000 exemplaires

Informations légales

MOBILITY MEDIA AFRICA Société
éditrice de : Economie Gabon+
SarL au capital de 85.000.000 FCFA - RCM
N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution
d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/
DCOM du 3 juin 2010

Siège social

Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 01 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.ga

Facebook : facebook.com/economiegabon.plus

Twitter : twitter.com/EconomieGabon



Donald ELLA M.
Notre Directeur Artistique

LE GABON PARTENAIRE TRADITIONNEL ET STRATÉGIQUE DE SÃO TOMÉ ET PRÍNCIPE

Depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1975, les liens se sont consolidés et reposent sur le respect mutuel au niveau bilatéral, sous-régional et international.

La rédaction

Tout d'abord, je tiens à vous remercier pour l'opportunité de cette interview.

C'est avec une insigne honneur et privilège que je représente la République démocratique de São Tomé et Príncipe au Gabon, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, après la présentation de mes lettres de créances à Son Excellence Monsieur le Président Ali Bongo Ondimba en octobre 2017.

Je me réjouis particulièrement de ma présence en territoire gabonais, car elle témoigne de l'excellence des relations qu'entretiennent nos deux pays et peuples respectifs.

L'ambassade de São Tomé et Príncipe au Gabon couvre aussi le Cameroun et compte parmi les neuf ambassades de notre pays dans le monde.

Le Gabon est sans doute l'un des partenaires de coopération les plus stratégiques et traditionnels de São Tomé et Príncipe. Nos deux pays sont frères et bénéficient d'une longue histoire commune d'amitié et d'entente.

Nos relations sont excellentes, avec des liens historiques qui remontent aux périodes antérieures à l'accession du pays à l'indépendance en tant qu'État souverain, libéré du régime colonial portugais qui a pris fin le 12 juillet 1975.

Il faut souligner que le Gabon a joué un rôle crucial dans le cadre du processus d'indépendance de São Tomé et Príncipe en accueillant sur son territoire d'importants cadres politiques santoméens qui, malgré la barrière linguistique initiale imposée par la colonisation, ont apporté leur modeste contribution à la formation de jeunes cadres gabonais et au développement de ce pays frère.

D'ailleurs, la communauté santoméenne établie au Gabon est très significative. Estimée à 7 000 ressortissants, elle représente la troisième concentration de la diaspora santoméenne dans le monde, après le Portugal et l'Angola.

Notre diaspora est très bien intégrée au Gabon. Elle est constituée essentiellement d'enseignants, de chefs d'entreprises, agriculteurs, pêcheurs, cadres techniques, employeurs et autres opérateurs



■ **Madame Lisa Barros, Ambassadeur de São Tomé et Príncipe au Gabon**

économiques qui apportent leur contribution au raffermissement des liens historiques d'amitié et de coopération entre nos deux pays.

Depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1975, les liens se sont consolidés et reposent sur le respect mutuel au niveau bilatéral, sous-régional et international, en particulier dans les forums où nous partageons les mêmes idéaux.

LE PAYS QUE NOUS VOULONS CONSTRUIRE

Consécutivement à sa première conférence internationale d'investisseurs et de partenaires de développement intitulée « STEP in » tenue à Londres en 2015, São Tomé et Príncipe a élaboré son agenda relatif à sa vision du pays à l'horizon 2030 : « Le Pays que nous voulons construire ».

L'objectif principal de cette vision est de répondre aux aspirations majeures des citoyens grâce à la transformation du pays en un « hub » de services maritimes et aériens, ainsi que d'offrir des services d'excellence dans des

domaines clés tels que l'éducation, la santé et le tourisme dans toute la région du golfe de Guinée.

Or la concrétisation de cet objectif passe nécessairement par la réalisation de certains projets structurels tels que la construction d'un port de transbordement en eaux profonde, celle d'un aéroport de grande capacité pour l'accueil de long-courriers à destination de São Tomé ou en transit vers d'autres destinations, la création d'une zone franche et d'autres infrastructures liées aux TIC, ainsi que par le développement du tourisme, axé de préférence sur l'écotourisme.

Selon les chiffres disponibles, le secteur du tourisme a augmenté considérablement entre 2010 et 2018, enregistrant une croissance de 263 % du nombre de visiteurs, et représentant 14 % du PIB national.

Ainsi, le pays a identifié le tourisme comme l'un des premiers défis à relever dans sa marche vers un développement économique durable.

À ce propos, je souhaiterais indiquer qu'un Plan Stratégique et de Marketing du Tourisme à l'horizon 2025 a été mis en œuvre. Cette

vision stratégique préconise qu'en 2025, São Tomé et Príncipe soit, avec ses plages paradisiaques, la destination touristique insulaire la plus préservée de toute l'Afrique équatoriale, où la biodiversité et l'hospitalité des Santoméens sont la meilleure carte de visite.

De tous ces éléments découle la décision du gouvernement de sup-

primer les visas pour les citoyens provenant des régions suivantes : Communautés des Pays de langue Portugaise (CPLP), Union Européenne (UE) États-Unis d'Amérique (USA), certains pays d'Asie, certains pays africains, notamment le Gabon, l'Angola et le Rwanda. Tous ces pays sont dispensés d'un visa d'entrée de courte durée pour un séjour inférieur à 15 jours. La même décision s'applique également aux ressortissants de tout autre pays titulaires d'un visa Schengen ou d'un visa des États-Unis d'Amérique d'une validité supérieure à trois (3) mois.

Si l'on se réfère aux années 2015 à 2018, le nombre annuel de visiteurs a augmenté de manière exponentielle, passant de 8 000 à 30 000. Les États-Unis sont les plus représentés, suivis de l'Afrique du Sud dont des vols charter desservent directement Príncipe, classée deuxième île-réserve de biosphère au monde par l'UNESCO, puis de pays tels que le Portugal, la France, les Pays Bas, l'Angola, le Gabon, le Ghana etc.

LA BIODIVERSITÉ, UN GRAND TRÉSOR

La République démocratique de São Tomé est un petit pays dont la population est estimée à 200 000 habitants. Sa superficie est de 1001 km², comprenant deux îles situées sur l'Équateur séparées par une mer immense, et de petits îlots faisant du pays un archipel de rêve et de bénédictions. Le pays jouit d'un climat tropical chaud et agréable toute l'année. L'un de ses grands trésors est la biodiversité révélée par l'exubérance de sa nature encore vierge sur toute la surface du territoire. 28 espèces d'oiseaux habitent les îles. L'eau de la mer est claire et transparente avec une température moyenne de 28 degrés et une visibilité de 10 à 30 mètres invitant à la pratique des sports nautiques.

Classée deuxième île-réserve de biosphère au monde par l'UNESCO

Généralement, les petites îles et les petits pays insulaires tels que le nôtre ont davantage de défis à surmonter que les autres. Malgré sa petite taille et l'étroitesse de son marché, le pays occupe une position géographique stratégique et bénéficie d'attributs permettant de compenser largement ces inconvénients. La paix sociale, la stabilité, la sécurité ainsi que son modèle d'alternance politique dans toute

la région de l'Afrique Centrale, sont des atouts très importants. Par ailleurs, comme nous l'avons déjà souligné, pour optimiser sa performance, São Tomé et Príncipe se transformera dans un proche avenir en un hub ou une porte ouverte vers les marchés émergents de la sous-région.

Le pays offre plusieurs opportunités d'affaires parmi lesquelles nous soulignons encore une fois le tourisme dans son orientation écotouristique. Aucun secteur ne se développe davantage que le tourisme qui offre des opportunités à ne pas manquer. À São Tomé et Príncipe, nous disposons d'un immense potentiel encore intact en ce domaine.

Toutefois, nous pouvons y ajouter l'agriculture dont le point fort est le cacao, suivi du café et des épices comme la vanille et le poivre. Nous prêtons également une attention particulière au secteur de la pêche et à ses opportunités de transformation ainsi qu'à la floriculture, avec des centaines des plantes endémiques.

Le moment est donc venu de tirer le meilleur profit de ces attributs qui nous sont offerts par la nature.

À PROPOS DU PÉTROLE

Permettez-moi de vous dire que cette réalité est encore un mirage. Il est vrai que les études déjà effectuées confirment l'existence d'or noir dans nos eaux. Le retard de son exploitation est lié à la grande profondeur de nos eaux qui nécessite des techniques spécialisées et des ressources matérielles et financières importantes, ajoutées à la rareté des multinationales qui opèrent dans ce domaine.

Cependant, le pays a déjà pris des engagements avec quelques entreprises maîtrisant ces techniques adaptées à la spécificité de nos eaux. Par ailleurs le

28 espèces d'oiseaux habitent les îles

gouvernement poursuit ses efforts concernant la zone d'exploration conjointe avec le Nigeria visant à l'extraction du pétrole. Les contrats d'exploitation et de partage de production ont été signés avec des entreprises réputées du secteur.

Toutefois, compte tenu du contexte actuel de la chute du prix du baril de pétrole sur le marché international, tout indique que l'exploitation de ces gisements n'est pas imminente.

Tant que cette situation persiste, la production d'énergie alternative doit monter en puissance, avec des gains importants tant pour l'environnement et que pour la balance des paiements des pays importateurs comme le nôtre.

PROXIMITÉ AVEC LE GABON

Il est évident que la proximité entre São Tomé et le Gabon constitue une excellente opportunité pour les opérateurs touristiques des deux pays. Si les liaisons maritimes sont encore limitées, la situation est plus confortable en termes de liaisons aériennes. En effet, deux compagnies opèrent à une fréquence hebdomadaire d'environ 7 vols, avec la possibilité d'effectuer un aller-retour pendant le week-end, faisant ainsi de São Tomé et Príncipe une destination incontournable propice aux investissements.

Grâce à la création du guichet unique des entreprises, tout citoyen étranger peut créer une entreprise en moins de 72 heures à des conditions très attractives, sans avoir besoin d'infrastructures de grande taille.

Concernant l'investissement, nous souhaitons attirer l'attention des investisseurs potentiels de préférence dans les infrastructures liées au tourisme qui demandent une compétitivité accrue : création d'un réseau ou d'une plateforme web pour permettre l'enregistrement préalable des visiteurs étrangers, investissements dans le domaine de la restauration, les services financiers, les loisirs de luxe (encore trop peu développés aujourd'hui), dans des infrastructures et des énergies renouvelables, dans l'agriculture, la floriculture et la transformation de produits visant le marché des exportations, dans le secteur de la pêche, dans les liaisons maritimes entre les deux pays, y compris des croisières dans la sous-région. L'investissement dans les transports maritimes pourra apporter un effet multiplicateur sur d'autres domaines économiques

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

São Tomé et Príncipe est un petit État insulaire en développement et à faible revenu dont l'économie est défaillante et extrêmement vulnérable aux chocs exogènes. Le pays



affronte les difficultés typiques des petits États insulaires qui affectent sa capacité à faire face aux chocs et atteindre un budget équilibré.

Il s'agit d'un pays agricole fortement dépendant de l'aide internationale où, compte tenu de sa petite taille et de son insularité, la présence des bailleurs de fonds est assez limitée.

Des partenaires internationaux tels que la Banque mondiale et le FMI, la Banque africaine de développement et les agences des Nations Unies ont renforcé leurs mécanismes de coordination de l'aide étrangère

En fait, la croissance du PIB est stable depuis 2009, cependant, la croissance du pays dépend dans une grande mesure du contrôle des dépenses de l'État.

D'après les données disponibles, nous pouvons dire que le PIB a augmenté selon un taux moyen de 4,5 % entre 2009 et 2016, avec une décélération modérée après 2014. En revanche, la production des principaux produits agricoles d'exportation a reculé.

Le taux de croissance du tourisme constitue désormais un avantage décisif du fait de son importance économique, même si le pays ne dispose pas encore des conditions idéales pour que son économie repose entièrement sur ce secteur à court terme.

Le taux de croissance du tourisme constitue désormais un avantage décisif

Paradoxalement, malgré la stabilité de la croissance du PIB, le FMI a averti ces derniers jours que la situation macro-économique du pays est très préoccupante du fait d'une baisse des recettes associée à une augmentation vertigineuse des dépenses de l'État.

Par conséquent, on observe une détérioration des principaux indicateurs macro-économiques, en particulier la décélération du PIB, la hausse de l'inflation et l'accroissement du déficit commercial.

L'explication politique de cette situation est l'augmentation de la masse salariale de la fonction publique, en particulier au cours des deux dernières années, l'augmentation des dépenses et la faible capacité des services fiscaux tant en termes de potentiel fiscal que d'expansion de la base de recouvrement.

Dans cette optique, le FMI, propose au gouvernement l'adoption d'un programme triennal de relance de l'économie qui entraînera certainement une augmentation de l'assiette fiscale et des mesures sociales telles que la réduction de la masse salariale.

Lorsqu'il est question de São Tomé et Príncipe, on parle aussi des « îles au milieu du monde » ou des « îles chocolat », notamment du fait de

leur situation géographique dans la région du golfe de Guinée, à la croisée de l'Équateur et du méridien de Greenwich.

Mais pourquoi les « îles Chocolat » ? São Tomé et Príncipe furent baptisées ainsi à l'époque où l'ancienne colonie portugaise (1470-1975) était le deuxième producteur de cacao du continent africain après la Côte d'Ivoire.

Importé du Brésil au XIX^e siècle en même temps que le café, plus précisément en 1822, le cacao est arrivé d'abord sur l'île Príncipe et s'est très bien adapté à ses terres fertiles.

À l'époque, la production était organisée dans de grandes plantations de cacao appelées « roças » où la main d'œuvre était principalement constituée d'esclaves en provenance d'autres anciennes colonies portugaises, notamment, l'Angola et le Cap Vert.

À partir de 1975, avec le départ définitif des anciens colons et le processus de nationalisation des roças dédiées à la culture du café et du cacao, l'exode rural associé au manque d'investissements et à la chute du cours du cacao à l'échelle mondiale ont provoqué le lent déclin de l'âge d'or du cacao à São Tomé et Príncipe.

Toutefois, le cacao demeure toujours le principal produit d'exportation du pays. Malgré la baisse de production, il continue d'être considéré comme le meilleur au monde grâce aux caractéristiques uniques de sa culture dans un sol très fertile d'origine volcanique.

DOMAINES DE COOPÉRATION

Au niveau de la coopération avec le Gabon, comme je l'ai souligné précédemment, les relations sont excellentes. Elles sont régies par un accord général de coopération signé en 1975 et modifié en 2000 qui a permis la création d'une commission mixte de coopération demeurant le cadre idéal pour nos échanges.

À ce niveau, plusieurs accords et protocoles ont été signés, couvrant différents domaines de coopération tels que la concertation politique et diplomatique, l'agriculture, la pêche, l'éducation et la formation, la justice, la culture et l'artisanat, la délimitation des frontières maritimes, le transport, la protection réciproque d'investissements et le tourisme, entre autres.

La concertation politique et diplomatique est toujours présente dans nos actions, tant au niveau des questions bilatérales qu'au niveau sous-régional et international. Bien que quelque peu timides dans le domaine de la coopération technique, les échanges se concentrent sur les secteurs de l'agriculture, de la pêche, du tourisme et de la délimitation et du contrôle des frontières maritimes communes contre la piraterie maritime dans le golfe de Guinée.

Ayant constaté la nécessité d'insuffler d'un peu plus de dynamisme dans nos relations, je travaille d'arrache-pied pour la redynamisation de la coopération technique que nous voulons plus forte. Les deux parties se sont engagées à déployer tous leurs efforts afin que la prochaine commission mixte se tienne encore cette année, afin d'approfondir davantage nos relations dans une optique de coopération sud-sud et gagnant-gagnant.

EN GUISE DE CONCLUSION

Pour terminer, permettez-moi de dire ceci : tous ceux qui plantent un arbre ont le droit d'en récolter les fruits un jour.

Si la situation n'est pas la plus favorable au niveau institutionnel en raison de la crise financière qui touche le monde en général, de nombreuses opportunités s'offrent en termes d'investissements.

Ceci témoigne que les acteurs économiques privés sont beaucoup plus dynamiques que les institutions politiques, contribuant ainsi au rapprochement.

Je vous invite à investir à São Tomé et Príncipe, terre d'opportunités dont la nature et la population à l'hospitalité légendaire vous donnent rendez-vous ■

Source : Ambassade de São Tomé et Príncipe

DIASPORA

COMMENT MOBILISER LA MANNE ÉCONOMIQUE DE LA DIASPORA AFRICAINE ?

L'Afrique occupe la 3^e place en termes de montants reçus de sa diaspora, derrière l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine. Plus que jamais, il importe de galvaniser les transferts pour un impact encore plus fort.

La rédaction

Les transferts de fonds de la diaspora africaine ont atteint 65 m^{ds} de dollars en 2017, soit plus du double de l'aide publique au développement des bailleurs de l'Afrique, qui était de 29 m^{ds}. Selon le Fonds international de développement agricole (Fida), il s'agit d'une hausse de 36 % en moins de dix ans. Les deux tiers des fonds mobilisés par la diaspora servent d'abord de filet de sécurité social et pallient les besoins de financement de la vie courante. Si ces ressources répondent à de vraies problématiques du quotidien, elles n'irriguent que très peu les circuits formels de création de richesses. Comment capter cette manne financière au profit du financement des économies ? Quelles sont les opportunités en termes de véhicules et outils financiers à même de capter les ressources de la diaspora ?

ANTICIPER LES NOUVELLES MODALITÉS DE TRANSFERT D'ARGENT

Western Union et Money Gram représentent les deux tiers des points de transfert d'argent sur le continent, position dominante qui peut expliquer les commissions pratiquées : entre 10 et 15 % du montant envoyé, contre une moyenne mondiale à 7,8 %. Des taux qui « font perdre » chaque année au continent près de 1,6 m^d d'euros, soit de quoi financer l'éducation dans 14 millions d'écoles primaires.

TIRER PROFIT DE L'ÉPARGNE THÉSAURISÉE

Outre les fonds envoyés, il existe un second marché, celui de l'épargne non envoyée. Pour la transformer en actif mobilisé pour le continent, les entreprises comme les États cherchent à proposer des produits ou services porteurs de rendement. Cette stratégie gagnant-gagnant dynamiserait, *in fine*, la création de richesses et d'emplois en Afrique. La capacité des opérateurs tant publics que privés à favoriser la rencontre entre outils financiers adaptés et projets

structurés constitue l'un des principaux leviers de captation de l'épargne de la diaspora. Au Maroc, le secteur de l'immobilier représente plus de 40 % des investissements, contre 14 % pour le secteur productif. Il n'est donc pas étonnant que le crédit immobilier soit considéré par la diaspora marocaine comme le premier produit « sûr » d'épargne retraite.

En définitive, les diasporas africaines sont créatrices de valeurs au nord comme au sud. Pour les États africains, l'enjeu réside dans leur capacité à proposer des dispositifs adaptés. Il semble judicieux d'opter pour une approche hybride. Cette démarche reposerait sur deux fondements : allier initiatives privées (fintech, opérateurs télécoms...) et publiques (levée de fonds) ; capitaliser sur les verticales d'activités en structurant des véhicules financiers spécifiques à des secteurs jugés prioritaires pour le développement (exemple : fonds diaspora dédié à l'éducation ou à l'énergie, produits clés en main pour l'accès à la propriété immobilière).

Cependant, au-delà des initiatives étatiques, la diaspora a intérêt à transformer ce défi en opportunité business en créant elle-même les outils lui permettant d'injecter des capitaux dans les économies africaines.

Source : Afrique.lepoint.fr

LA BEAC JUGE LA SITUATION MACROÉCONOMIQUE DE LA ZONE CEMAC GLOBALEMENT SATISFAISANTE

La rédaction

Réuni le 21 mars 2019 à N'Djamena au Tchad dans le cadre de sa première réunion ordinaire de l'année, le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a passé en revue la situation économique et monétaire récente de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), ainsi que les perspectives à court terme.

Dans un premier temps, l'institution bancaire sous-régionale a dressé le rapport de l'année 2018. Elle a ainsi relevé que l'activité économique des pays membres a été marquée par la hausse du prix du baril de pétrole brut, l'augmentation de sa production dans certains pays, et le dynamisme du secteur non pétrolier, tout cela conjugué à la poursuite des réformes macroéconomiques et structurelles par les États de la sous-région.

Quant aux prévisions pour l'année en cours, la BEAC table notamment sur un taux de croissance de 3,2 % contre 1,7 % en 2018 ; une stabilisation des pressions inflationnistes, avec un taux d'inflation à 2,1 %, comme en 2018 ; un excédent du solde budgétaire base engagements, dons compris, de 0,9 % du PIB, contre un déficit de 0,7 % du PIB en 2018 ; une aggravation du solde du compte courant extérieur passant de 1,6 % du PIB en 2018 à 5,0 % en 2019 et une expansion de la masse monétaire de 3,8 %, pour un taux de couverture extérieure de la monnaie situé autour de 65,7 % en 2019.

Au regard de ces perspectives macroéconomiques et après analyse du fonctionnement du marché monétaire, le CPM a décidé de maintenir inchangés : le taux d'intérêt des appels d'offres à 3,50 % ; le taux de la facilité de prêt marginal à 6,00 % ; le taux de la facilité de dépôts à 0,00 % ; le taux de pénalité aux banques à 8,30 % ; les coefficients des réserves

obligatoires respectivement à 7,00 % et 4,50 % sur les dépôts à vue et à terme.

Enfin, sur le plan international, le CPM souligne que la croissance économique mondiale devrait demeurer modeste en 2019. Cela, en rapport avec le ralentissement attendu dans certaines économies avancées et certains pays émergents et en développement, sous l'effet du durcissement des conditions financières, de l'essoufflement du soutien apporté par les politiques publiques dans les économies avancées, de l'impact des droits de douane appliqués entre les États-Unis et la Chine et enfin, de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, éventuellement sans accord.

Il est à noter que le CPM a été tenu sous la présidence d'Abbas Mahamat Tolli, gouverneur de la BEAC, par ailleurs son président statuaire ■



■ Siège BEAC à Yaoundé

ERRATUM

Economie Gabon + présente ses excuses à ses lecteurs et à la direction du Radisson pour la publication d'une annonce publicitaire erronée parue dans son édition de mars 2019.

Radisson BLU
OKOUME PALACE HOTEL
LIBREVILLE

BRUNCH

UN AGRÉABLE MOMENT EN FAMILLE

DIMANCHE 21 AVRIL 2019,
AU RESTAURANT OLATANO,
DE 10H00 À 16H00.

BUFFET GOURMAND,
ACTIVITÉS POUR ENFANTS ET
ANIMATION MUSICALE

° CHASSE AUX ŒUFS

° ACCÈS PISCINE

TARIF 35 000 FCFA / PERSONNE

* ENFANT DE 6 À 11 ANS : - 50%

* ENFANT DE MOINS DE 6 ANS : GRATUIT

RÉSERVATIONS :

01 44 80 65

01 44 80 00

DE PÂQUES

FEEL THE DIFFERENCE
radissonblu.com/hotel-libreville

AIR FRANCE OFFRE LA PRI-MEUR D'UN SERVICE + AUX VOYAGEURS GABONAIS

Communiqué

Depuis le 31 mars, Air France innove et propose à ses clients de s'installer encore plus confortablement dans son nouvel appareil, le DREAMLINER, équipé de la connexion wifi à bord. Cette exclusivité réservée aux voyageurs gabonais marque de son empreinte une nouvelle étape dans la modernisation. Le vol quotidien de la liaison Libreville Paris apporte davantage d'améliorations notables depuis le début de cette année 2019, tant pour les passagers de la classe éco que pour ceux de la classe business.

Ce Boeing 787-900 est le dernier-né de cette génération d'appareils. Il réunit de nouveaux atouts tels que :

hublots plus grands d'environ 30 %, une pressurisation et une hygrométrie plus importantes, une réduction des émissions de CO2 de l'ordre de 20 %, ainsi que des émissions sonores.

Ce n'est pas tout : la cabine Business intègre des sièges Full Flat, la cabine Premium Economy est dotée d'une assise large et relaxante avec 40 % d'espace supplémentaire et la cabine Economy devient plus confortable avec des sièges plus larges et une inclinaison portée à 118°.

Vous l'aurez noté, Air France toujours plus haut vers l'excellence. « Air France dessert le Gabon depuis plus de 72 ans. Au fil du temps, nous



Boeing 787-900

n'avons cessé de renouveler notre flotte. Le Gabon a toujours été une destination de choix en Afrique pour Air France. Raison pour laquelle nous souhaitons faire découvrir et tester ce produit déjà très apprécié sur d'autres destinations, à la clientèle gabonaise.

Il s'agira de la première liaison commerciale en Afrique centrale d'Air France en Boeing 787 », indique Frédéric Descours, Directeur Général Air France-KLM pour l'Afrique Centrale ■

LES ASSURANCES À LA PEINE



La rédaction

Selon les chiffres provisoires publiés par la Fédération gabonaise des sociétés d'assurance (FEGASA), le secteur des assurances a enregistré au Gabon un chiffre d'affaires cumulé de 94,145 m^{ds} de F CFA (164,161 millions d'USD) au titre de l'exercice 2018, contre 93,38 m^{ds} (170,524 millions d'USD) en 2017.

Aucune des branches vie et non-vie n'a connu de hausse d'activités : les sept compagnies exerçant dans la branche non-vie ont enregistré au total des primes de 73,922 m^{ds} de F CFA (128,898 millions d'USD), soit 78,5 % du chiffre d'affaires 2018. Le total des souscriptions connaît ainsi une baisse de 3,6 % par rapport à 2017.

Côté vie, les chiffres des quatre compagnies du marché ont chuté de 10,5 % sur un an, s'établissant à 20,2 m^{ds} de F CFA (35,22 millions d'USD), soit 21,5 % des primes souscrites au total.

Avec une part de 7,9 % de primes collectées en 2017 en zone CIMA, le Gabon arrive en quatrième position à l'échelle de la région, derrière la Côte d'Ivoire (26,3 %), le Cameroun (15,8 %) et le Sénégal (13 %) ■



INTERVIEW DE MONSIEUR DÉSIRÉ MALEMBA, CORPORATE APPLICATION SUPPORT & BUSINESS PROCESS IMPROVEMENT SPECIALIST.

OLA ENERGY DE PLAIN-PIED DANS LE NUMÉRIQUE

Nous pensions vous présenter dès à présent le nouveau logo d'OLA ENERGY en remplacement d'OILIBYA. Nous nous sommes montrés trop impatients. Le changement doit être effectué parallèlement dans tous les pays et toutes les stations, d'où la complexité de sa réalisation. Cela dit, l'interview concernant le sujet du dossier ne manque pas d'intérêt. En effet, les process mis en place pour simplifier, surveiller et sécuriser les stations seront bien tous informatisés et mis en réseau.

JMA

ECONOMIE GABON + : Quel est l'impact de la mise en place de ces process informatiques ?

Ces process sont très importants. Il y a 20 ans, toutes les fonctions étaient manuelles. Aujourd'hui, le groupe a mis en place un programme d'actions tendant à tout informatiser. Nous avons cherché à améliorer l'efficacité ou l'efficience dans notre entreprise en mettant en place des ERP (Enterprise Resource Planning ou en français, **Progiciel de Gestion Intégré**) de nouvelle génération tels que Sage Accpac ERP 300 qui est basé sur le cloud, et facilitent la gestion de nos transactions au-delà des frontières, en plusieurs devises et dans plusieurs lieux (Libreville, Owendo, Ndjolé et Port-Gentil). Plus rien ne nous échappe aujourd'hui. Nous maîtrisons les stocks, les livraisons, la facturation etc. grâce à ces applications.

ECONOMIE GABON + : Combien de temps a-t-il fallu pour en arriver là ?

Nous évoluons depuis 2002 et aujourd'hui nous avons signé des partenariats avec Microsoft, KnowBe4 et bien d'autres géants du monde de l'informatique pour nous accompagner dans la mise en place de tous les processus métiers, y compris l'acquisition de Microsoft Office365 cloud qui intègre tous les outils dont nous avons besoin pour travailler en tout temps, en tout lieu et sur tout appareil.

ECONOMIE GABON + : Où se situe le Gabon sur le plan de ces avancées technologiques ?

La volonté du groupe est d'apporter et d'utiliser les mêmes outils dans toutes ses filiales. Pour encourager la transformation digitale et l'adoption du cloud, nous utilisons aujourd'hui, au Gabon ainsi que dans tous les autres pays, une gamme de routeurs de toute nouvelle génération appelée FORTIGATE, avec des

fonctionnalités SD-WAN intégrées. SD-WAN (Software-Defined Wide-Area Networking, ou réseau étendu à définition logicielle) est une technique logicielle visant à rendre les réseaux étendus plus intelligents et plus flexibles afin de nous permettre d'interconnecter tous nos sites (Libreville, Owendo, Ndjolé et Port-Gentil) et le réseau des stations-services d'ici la fin de l'année 2019. Cette approche améliore la productivité en offrant un accès direct et continu à Internet et aux applications. Donc, à OLA Energy Gabon, nous pouvons dire que nous sommes à l'avant-pointe de la technologie comme dans toutes les autres filiales du groupe OLA Energy.

ECONOMIE GABON + : Quelles sont les méthodes utilisées pour former vos agents en stations ?

La formation est effectivement nécessaire parce que l'ère du numérique est un réel bouleversement. En réalité, il s'agit d'accepter de s'adapter. Je prends l'exemple du jaugeage



■ Désiré Malemba, Corporate Application Support & Business Process Improvement Specialist

des cuves au niveau de notre site pilote, la station-service Akebe. Il n'y a pas si longtemps, nous utilisions une baguette graduée qui nous indiquait le niveau. Aujourd'hui, avec le télé-jaugeage nous disposons de chiffres précis qui s'affichent sur les écrans de l'équipement (TLS450 PLUS) et sont transmis automatiquement par voie numérique à notre siège de Libreville et au site info du groupe OLA ENERGY grâce aux équipements de nouvelle génération cités plus haut. Pour arriver à ces résultats, nous avons un programme de formation continue des employés du siège et des stations-services ■



La solution à vos investissements.

Avec BICIG BAIL GABON, optimisez vos financements grâce au **Crédit-Bail**, la **Location Longue Durée** et la **Location Avec Option d'Achat**.

Pour plus de renseignements, rapprochez-vous de vos agences.



www.bicig-gabon.com

Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG) - Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de FCFA 18 000 000 000 Siège social 714, Avenue du Colonel Parant - BP 2241 Libreville (Gabon) - RCCM n° 2002 B 01732 - NIF 790027/A - Code Banque 40001 - Tél. : + 241 01 76 26 13 Fax : + 241 01 74 40 34 Email : bicignet@bnpparibas.com



COMMENT LES CHINOIS S'IMPOSENT EN AFRIQUE

Les leaders africains sont tous là, excepté le monarque du Swaziland. Le Sud-Africain Cyril Ramaphosa, l'Ivoirien Alassane Ouattara, le Nigérien Mahamadou Issoufou, le Kenyan Uhuru Kenyatta ou encore le Sénégalais Macky Sall et le président du Rwanda, Paul Kagame, ont été reçus avec tous les honneurs à leur descente d'avion à l'aéroport de Pékin.

La rédaction



■ La Chine accueillie chaleureusement en Afrique

Inauguré en 2000, le Forum Chine-Afrique en est déjà à sa 8^e édition. Les 53 leaders africains écoutent solennellement Xi Jinping leur vanter la grande famille sino-africaine et se réjouissent des milliards de dollars d'investissements qu'il leur promet. Pékin met sur la table 60 m^{ds} de dollars de plus pour le développement économique des États africains. De cette somme globale, 15 m^{ds} financeront des programmes « d'aide gratuite

et de prêts sans intérêts », souligne Xi Jinping. La précision est d'importance quand la Chine, premier partenaire commercial de l'Afrique, est accusée d'entraîner à nouveau le continent africain sur la voie du surendettement.

SURENDETTEMENT, LE RETOUR

Les dirigeants occidentaux, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et les ONG montent d'ailleurs au créneau. Durant les années 1980 et 1990, les politiques d'effacement de la dette engagées sous l'égide des deux institutions multilatérales par les pays riches, ont permis des progrès substantiels : d'un ratio de près de 100 % du PIB, l'endettement des pays les plus pauvres avait été ramené à 30 % en 2013. Or, nous sommes revenus à 50 % en 2017, a alerté en janvier dernier la Banque mondiale. Le FMI pointe, quant à lui, le fait que 40 % des pays à faible revenu (24 sur 60), africains essentiellement, présentent un degré élevé de surendettement. L'Afrique risque de tomber de Charybde en Scylla. Et cette fois, le coupable n'est autre que la Chine, source croissante de financement pour l'Afrique, dont les méthodes s'avèrent pour le moins douteuses.

En matière de statistiques, les chiffres avancés par le FMI et la Banque mondiale ne peuvent rendre compte de l'exacte situation. « La Chine ne fait pas partie du Club de Paris ni du Comité d'aide au développement de l'OCDE. Il est difficile de savoir très précisément ce qu'elle réalise réellement en Afrique. Bien souvent, Pékin se retranche derrière le secret d'État pour ne pas divulguer ces chiffres », observe Bradley Parks, directeur exécutif de AidData. Au total, les financements chinois en faveur de l'Afrique ont atteint 121,6 m^{ds} de dollars – contre une aide américaine de 106,7 m^{ds} de dollars. La Johns Hopkins University, via son projet de recherche Cari (China Africa Research Initiative), avance même le chiffre de 143 m^{ds} de dollars de prêts des institutions publiques et des banques chinoises aux gouvernements africains entre 2000 et 2007.

Toujours selon AidData, la Chine a financé en Afrique subsaharienne un boulevard périphérique de 320 millions de dollars autour d'Addis-Abeba, une ligne ferroviaire à 3 m^{ds} de dollars entre Addis-Abeba et le port balnéaire de Doraleh à Djibouti, une autre ligne à 4 m^{ds} de dollars entre Nairobi et le port de Mombasa au Kenya, ou encore une route à 600 millions de dollars entre Port-Gentil et Libreville au Gabon. L'argent chinois coule à flots, mais pas pour des raisons d'aide publique au développement.

AIDE OU PRÊTS ?

« Seulement 43 % des financements chinois peuvent être définis comme une aide au développement sur la base des paramètres de l'OCDE. Le reste constitue des prêts commerciaux qui ont peu à voir avec une quelconque aide au développement », remarque Bradley Parks. Ainsi, les emprunteurs africains doivent-ils souvent rembourser leurs dettes chinoises en moyenne plus rapidement (16 ans) que les prêts obtenus auprès de l'AID, une des filiales de la Banque mondiale (38 ans). « La Chine n'octroie pas d'aide publique au développement, car elle se considère comme étant elle-même un pays en développement. Elle contribue au développement de l'Afrique », explique Jean-Joseph Boillot, chercheur associé à l'Iris et auteur de « Chindiafrique. La Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain ».

Les prêts de la Chine à l'Afrique ont avant tout des motivations commerciales, voire stratégiques, et s'insèrent bien souvent dans le vaste projet de Pékin des nouvelles routes de

la soie. Leur stratégie va même au-delà, selon l'administration américaine.

L'analyse de détail de ces financements montre que ces prêts sont pour la plupart destinés à des projets construits par des sociétés d'État chinoises. En outre, « les projets financés sont assez souvent localisés sur les territoires d'où est originaire le chef de l'État en exercice. Une nouvelle étude publiée par AidData montre une corruption locale plus répandue autour des sites de projets chinois actifs », observe Bradley Parks. Le cas du Kenya en est une parfaite illustration (...)

« FRANÇAFRIQUE »
VERSION CHINOISE

La Chine ne manque pas non plus d'assurer ses arrières. Bien souvent, ses contrats contiennent des clauses de garanties plus ou moins secrètes lui livrant des gisements de matières premières ou des infrastructures en cas de défaillance de l'État africain concerné quant au remboursement des prêts consentis par Pékin. Au Kenya, par exemple, la Chine prendrait le contrôle du port de Mombasa si Nairobi se trouvait en incapacité de rembourser les emprunts finançant sa ligne de chemin de fer entre la capitale et le port. Comme le relate John Bolton, en Zambie où le gouvernement est endetté à hauteur de 8 m^{ds} de dollars auprès de la Chine, cette dernière pourrait, selon l'opposition, prendre le contrôle de la compagnie d'électricité locale, Zesco, en cas de non remboursement de la dette.

Cependant, les milliards de dollars déversés par la Chine sur le continent noir ont permis de soutenir la croissance. « La Chine a permis de générer une croissance endogène des pays africains. Grâce à elle, l'Afrique s'est sortie de sa trop forte dépendance à ses matières premières », ajoute le chercheur. Que ce soit le formidable développement de la téléphonie mobile, la révolution des transports et la construction d'infrastructures désenclavant une partie de leur territoire, les pays africains le doivent en grande partie à la Chine.

« Les Chinois vont vite et sont pressés. Cela tombe bien, les Africains aussi », témoigne Jean-Joseph Boillot. « Tout ce que nous faisons avec la Chine – j'insiste là-dessus – est parfaitement maîtrisé, y compris le volet financier, le volet de la dette », a assuré Macky Sall, le président du Sénégal, en septembre à Pékin. C'est là le signe que les leaders africains sont enclins à surveiller d'un peu plus près les projets vendus par Pékin. En novembre dernier, la Côte d'Ivoire a ainsi annoncé la mise en place d'un comité de suivi des financements chinois qui aura la charge d'ausculter la conduite d'une quinzaine de projets financés par l'empire du Milieu. Comme les nations occidentales par le passé, la Chine n'est pas à l'abri de désillusions sur des projets dont la rentabilité n'est pas forcément assurée. Cette puissance a cependant une vision à long terme qui ne correspond pas toujours aux impératifs plus court-termistes des États occidentaux ou des institutions multilatérales. La Chine continuera sans nul doute de tisser sa toile sur le continent africain et d'y étendre son influence ■

Source : Lesechos.fr

Cote boursière
Mars – Avril 2019

Devises/F CFA	01/03/2019	01/04/2019	Variation
USD – Dollar américain	576,2602	583,7994	1,31%
GBP – Livre britannique	763,0246	765,7860	0,36%
CAD – Dollar Canadien	438,1518	437,1298	-0,23%
CHF – Franc suisse	577,2745	586,7236	1,64%
ZAR – Rand sud-africain	40,6352	41,2098	1,41%
JPY – Yen japonais	5,1508	5,2611	2,14%
AED – Dirham des Emirats Arabes Unis	156,6839	159,1472	1,57%
CNY – Yuan	85,9347	86,9854	1,22%
MAD – Dirham marocain	60,3456	60,4346	0,15%

	01/03/2019	01/04/2019	Variation
Brent (USD / Baril)	65,07	68,44	5,18%
WTI (USD / Baril)	55,80	60,93	9,19%
Or (USD / once)	1 293,44	1 292,18	-0,10%
CAC 40 (EUR)	5 265,19	5 397,12	2,51%
Euro stoxx 50 (EUR)	3 312,10	3 381,72	2,10%
DOW JONES (USD)	26 026,32	26 150,21	0,48%

TAUX BEAC EN VIGUEUR

Taux d'intérêt des appels d'offres :	3,5%	new
Taux d'intérêt des prises en pension :	6,00%	new
Taux d'intérêt sur placement 7 jours :	0,00%	
Taux d'intérêt sur placement 28 jours :	0,0625%	
Taux créditeur minimum :	2,450%	

Plus de 96 destinations à travers le monde



الخطوط الملكية المغربية
royal air maroc



● Vols Royal Air Maroc
● Ouvertures 2019

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE : DÉFIS & ENJEUX



Anne-Marie JOBIN

Aujourd'hui, le numérique est partout : conception, production, distribution, vente, usage, maintenance, recyclage. En 2018, le monde comptait plus de 4,2 m^{ds} d'internautes, soit 55 % de la population mondiale, et 3,4 m^{ds} d'utilisateurs des réseaux sociaux. Nous sommes entourés de près de 30 m^{ds} d'objets connectés avec lesquels nous échangeons des données en permanence. Tous les six mois, nous produisons, stockons et traitons numériquement plus d'informations que l'humanité n'en a créé en 5000 ans. Maintenant, on ne fait plus la guerre à un pays seulement en le bombardant, on paralyse ses systèmes informatiques. Les mouvements sociaux et politiques naissent, se développent, se structurent et parfois meurent sur les réseaux et médias sociaux. À travers les plateformes et leurs outils – les mégadonnées, (big data), l'intelligence artificielle, la géolocalisation etc., le numérique change notre rapport à l'environnement et aux autres, notre manière de produire, de travailler, de voyager, d'échanger, de nous rencontrer, de nous cultiver, et simplement... de vivre.

Nous entrons dans une nouvelle phase de la révolution de la transmission de l'information. Sans révolution numérique et sans plateformes, ce libéralisme n'aurait pas pu voir le jour ni ne pourrait fonctionner. En effet, les « GAFAM », c'est-à-dire les géants du Net que sont Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft, ainsi

que les « NATU », Netflix, Airbnb, Tesla, Uber, mais aussi Intel, Cisco, General Electric et IBM, dominent cette société de l'information. Leurs seuls véritables challengers sont chinois. Leur formidable pouvoir vient de leur capacité à capter les données, à les exploiter, à les centraliser, à en devenir le point d'accès obligé et à en tirer rente. Les GAFAM en savent plus sur vous que votre famille, vos proches, votre médecin et même vous-même.

Toutefois, les innovations dans le domaine médical qui apportent une meilleure prise en compte de la souffrance (opérations au laser, chirurgie moins invasive) en sont également des illustrations. Dans certains milieux professionnels, l'automatisation et l'intelligence artificielle peuvent réduire la pénibilité des travaux répétitifs et/ou dangereux.

La disruption occasionnée par la révolution numérique engendre un renforcement de la compétition commerciale et induit un bouleversement brutal de l'organisation collective du travail au profit de l'individualisation de la performance.

À l'heure où la connexion à Internet s'effectue désormais partout dans le monde, d'abord via les réseaux téléphoniques mobiles ; à l'heure où l'on nous promet une connexion sans latence grâce à la 5G, et ce dans un contexte environnemental critique, il convient de poser

les bases d'un Internet des humains, mais aussi des non-humains, moins « datavore » et par conséquent moins énergivore. La « plateforme » de l'État, de la ville, de la vie privée, qui est au cœur de l'économie numérique telle qu'elle est contrôlée par les géants de l'Internet et de la téléphonie mobile, suppose un mouvement de privatisation des usages aux différents sens du terme : données personnelles captées par et pour des intérêts privés.

Après avoir brossé ce portrait du numérique à l'international, revenons au Gabon. Monsieur Guy Maixent Mamiaka, ministre en charge de la Communication, de l'Économie numérique et de la Poste, nous éclaire sur les progrès réalisés et sur les perspectives réalisables, notamment grâce à l'implication et au soutien de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement. Canal+ nous annonce ses résultats, Sahelys nous parle de l'intelligence artificielle, Médialab s'implante, SAS nous informe, l'ANINF travaille sur les études de faisabilité pour la prochaine phase du projet CAB-Gabon... Autant de sujets développés dans cette édition qui justifient que le Gabon se positionnait au 1^{er} rang en Afrique centrale en 2017. À l'échelle continentale, selon l'Union Internationale des Télécommunications, le Gabon a gagné 2 places et se positionne au 6^e rang, devancé par l'Île Maurice, les Seychelles, l'Afrique du Sud, Le Cap Vert et le Botswana ■

INTERVIEW DE MONSIEUR GUY MAIXENT MAMIKA, MINISTRE DE LA COMMUNICATION, DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE ET DE LA POSTE

Les opérateurs AIRTEL et GABON TELECOM ne répondant pas à notre demande d'interview, nous ne pouvions espérer mieux que d'être reçus par Monsieur Guy Maixent Mamiaka, nommé depuis peu ministre de la Communication, de l'Économie numérique et de la Poste pour répondre à nos questions, afin de développer notre dossier dédié aux TIC et à l'économie numérique.

Dans le cadre du Plan de Relance Économique (PRE) et conscient des avantages socioéconomiques offerts par les technologies de l'information et de la communication, le Gabon a investi massivement depuis 2012 dans la construction d'un réseau fibre optique haut débit. Le coût de l'accès à Internet a été divisé par 10 depuis 2010 et le nombre d'abonnés multiplié par 7 sur la même période. Selon l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), agence spécialisée des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication, le Gabon a gagné 10 places dans le classement mondial des TIC et se positionnait 6^e pays le plus connecté du continent africain en 2017.

Anne-Marie Jobin



■ Monsieur Guy Maixent Mamiaka, Ministre de la Communication, de l'Économie numérique et de la Poste

ECONOMIE GABON + : Monsieur le Ministre, dans le cadre du PIDA (Plan de Développement des Infrastructures en Afrique), la Banque africaine de développement octroie un don de 454,3 millions de F CFA pour relier le Gabon avec le Congo Brazzaville, le Cameroun et la Guinée équatoriale grâce à la fibre optique. La Banque mondiale s'investit également pour assurer et optimiser le développement des réseaux téléphoniques gabonais. Pouvez-vous préciser quelles sont vos accords et vos contraintes ?

Concernant le don de la Banque africaine de développement, je dois préciser qu'il est destiné aux études de faisabilité d'un certain nombre de futurs projets d'infrastructures numériques. En effet, ce budget est alloué et lié d'une part à la 2^e phase du CAB-Gabon, qui est la poursuite du déploiement du réseau national en fibre optique, et d'autre part à la construction d'un Centre national de données (Datacenter) et d'un Centre d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT) accompagné d'une Infrastructure à clé publique (PKI). Les fonds de la Banque mondiale ont déjà financé plusieurs projets d'infrastructures tels que la liaison fibre Libreville-Franceville, celle de Bouée à Meyo-Kyé ainsi que le point d'atterrissage international ACE. Sur le plan de la promotion des services, un incubateur d'entreprises numériques a été mis en place. Le Gouvernement négocie actuellement avec la banque pour un financement additionnel dans le cadre du projet E-Gabon qui permettra

de dématérialiser plusieurs services administratifs. Notre approche vise à fédérer l'ensemble de ces projets autour du ministère de la Communication. Nous avons observé que les différentes administrations, pourtant dépendantes de leur ministère de tutelle, avaient tendance à agir de manière individuelle, ce qui ne favorise pas l'efficacité. À présent, au même titre que tous les ministères doivent se conformer aux règles d'exécution budgétaire prescrites par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement et le ministère du Budget, les différents projets en matière de numérique doivent se référer au département chargé de ces sujets. Cela nous permet de procéder de façon cohérente en termes de stratégie nationale et ainsi, de mieux gérer les coûts relatifs à l'exécution de ces projets. C'est donc en accord avec ces différents bailleurs de fonds que nous avons restructuré l'ensemble des projets dans l'optique d'une économie d'échelle évidente.

ECONOMIE GABON + : Quelle est la couverture du réseau gabonais à ce jour ?

Au Gabon, le taux de pénétration de la téléphonie mobile atteint 156 %. Le taux de pénétration de l'Internet est de 104 %, sachant que l'Internet mobile représente environ

Au Gabon, le taux de pénétration de la téléphonie mobile atteint 156 %. Le taux de pénétration de l'Internet est de 104 %

98 % du total. Au-delà de ces chiffres très encourageants qui ne sont que des indicateurs, ce qui est important, c'est l'analyse de la traduction pratique au quotidien de la part de nos utilisateurs gabonais.

ECONOMIE GABON + : L'audit réalisé en 2018 démontre que 118 engagements n'ont pas été respectés par les principales entités que sont Airtel et Gabon Télécom. Où en sommes-nous avec les différents opérateurs de la téléphonie mobile et de la fibre optique ? Qu'en est-il aujourd'hui ? Vous êtes-vous entretenu avec ces leaders ?

Bien entendu, j'ai reçu les interlocuteurs de ces entités. L'un de ces deux opérateurs a répondu partiellement à ses obligations, quant à l'autre, il est en bonne voie. La fonction première du régulateur est de s'assurer du respect de la qualité des prestations aux utilisateurs, conformément aux cahiers des charges signés par les opérateurs lors de l'attribution de leurs licences.

Pour donner suite à des plaintes de nos concitoyens, surtout celles des résidents de l'intérieur du pays, une enquête fut diligentée par le

Nous soutenons la formation et avons créé des incubateurs spécialisés sur lesquels nous pouvons nous appuyer

régulateur. Les résultats ont démontré un manquement qualitatif. Néanmoins, même si tous deux sont en phase de négociation, l'un a dû s'acquitter d'une amende forfaitaire, conformément à la réglementation en vigueur.

ECONOMIE GABON + : La porte est-elle ouverte à la concurrence ?

La porte est grande ouverte à la concurrence. Vous vous souviendrez que nous avons déjà eu jusqu'à quatre opérateurs détenteurs d'une licence nationale dans notre pays. Nous n'accordons aucune exclusivité et vous observerez qu'en matière de distribution, de diffusion d'Internet, de nombreux acteurs se partagent le marché. Cette pratique permet de tirer le secteur vers le haut. Par ailleurs, et ce n'est pas négligeable, cette concurrence engage les opérateurs à proposer des prix toujours plus compétitifs.

ECONOMIE GABON + : En 2016, l'économie numérique pesait 5 % du PIB. Qu'en est-il aujourd'hui ? Comment est mesuré ce pourcentage ?

Cette part du PIB relève d'un calcul réalisé par les services du ministère de l'Économie. Notre ambition est de progresser de façon significative et nous avons bien conscience que le numérique ne joue pas encore véritablement le rôle de levier de croissance que l'on est en droit d'espérer. C'est la raison pour laquelle le gouvernement s'emploie à ce que nous multiplions les infrastructures qui permettront, à terme, de peser dans la balance au niveau de la diversification de l'économie nationale. Cette ambition nous entraîne à intéresser la jeunesse aux métiers du numérique et c'est dans cette perspective que nous soutenons la formation et avons créé des incubateurs spécialisés sur lesquels nous pouvons nous appuyer. Le premier existe déjà à Libreville et fonctionne bien. D'autres seront reproduits dans des pôles à fort développement économique comme Port-Gentil, Moanda et Franceville.

ECONOMIE GABON + : Votre prédécesseur avait pour projet d'ouvrir une école des métiers de l'audiovisuel et du numérique. Qu'en est-il ?

Cette annonce avait été faite par le Chef de l'État lors de son adresse à la nation en janvier 2017. Afin d'y donner suite, l'un de mes prédécesseurs avait pris toutes les dispositions pour une réalisation effective. Aujourd'hui, la réflexion concernant la mise en œuvre de ce projet se poursuit ■

LE GABON S'INITIE À L'E-COMMERCE

Pour analyser l'e-commerce au Gabon, il convient d'explorer les freins restant à lever pour rendre cet essor possible. Ces freins se retrouvent sur les grands domaines de la chaîne de valeur du e-commerce. Des solutions peuvent permettre de les contourner.

JAM

La chaîne de valeur de l'e-commerce peut être décomposée schématiquement en quatre domaines qui nous permettent d'analyser les freins au e-commerce : le marketing, qui consiste à accroître l'audience présente sur le site et à convertir cette audience en ventes ; la transaction, qui va de la prise de commande au paiement de la transaction lorsqu'il est réalisé avant la livraison ; la chaîne logistique, qui permet la livraison au client final. Dans sa globalité, cette chaîne logistique comprend non seulement la composante déclenchée par la commande d'un utilisateur, à savoir la sortie de produit d'entrepôt et la livraison jusqu'à ce client, mais également l'ensemble des contraintes d'approvisionnement en produits (imports internationaux notamment) et la gestion d'un ou plusieurs entrepôts par pays ou plaque géographique. Enfin le service client qui joue un rôle fort de réassurance et de fiabilisation des commandes.

Le marketing se concentre sur le canal mobile. En effet, le marketing est central pour une plateforme d'e-commerce. Il remplit deux fonctions clés : la première est d'attirer des visiteurs sur la plateforme et la deuxième de convertir ces visiteurs en clients.

Le marketing se concentre donc très majoritairement sur les canaux Internet. La publicité sur mobile est bien acceptée par les utilisateurs. Le niveau de confort avec le m-advertising est ainsi mesuré à 87 % au Gabon. Les leviers classiques d'acquisition d'audience digitale sont donc globalement bien accueillis par les utilisateurs mobiles gabonais.

Cependant, la cybercriminalité est largement répandue en Afrique, notamment avec les « brouteurs », et la réassurance du client constitue un enjeu important. Nous y reviendrons.

Le nombre restreint de cartes de paiement ne semble pas freiner la profession, ni les fraudes, qui demeurent pourtant un sérieux problème : début 2013, le spécialiste des questions de réputation estimait que 7 % des transactions en ligne en Afrique étaient frauduleuses, contre 5 % en Asie et 2 % en Europe. Les e-commerçants s'en accommodent.

En effet, selon l'étude sur les classes moyennes réalisée par IPSOS et BearingPoint, seuls 15 à 20 % de la population possèdent un compte bancaire. La carte bancaire est donc loin d'être un moyen de paiement universel.

Les plateformes d'e-commerce ont dû s'adapter et proposent un large éventail de méthodes de paiement. Une solution réside notamment dans l'utilisation des services de paiement mobile largement proposés par les opérateurs mobiles.

Les méthodes les plus utilisées sont le paiement en espèces à la livraison et le paiement dans une e-boutique ou un showroom. Sans surprise, ces méthodes

sont également celles apportant le plus de confiance aux clients. Le paiement en cash lors de la livraison représente fréquemment plus de 90 % des commandes.

Le moyen de paiement, qu'il soit à la livraison ou au moment du passage de la commande sur Internet, reste un moment clé dans le processus d'achat d'une plateforme d'e-commerce. Le paiement peut être un frein à l'achat à cause du manque de confiance, mais aussi du faible taux de bancarisation en Afrique.

LA FAIBLESSE DES INFRASTRUCTURES LOGISTIQUES RESTE LE PRINCIPAL POINT DE DIFFICULTÉ

Le volet logistique est confronté à une double problématique. Il faut d'abord importer les produits localement, la part des produits importés internationalement étant forte. Cet import international rencontre des complexités additionnelles liées aux douanes et aux taxes, notamment. Il faut ensuite livrer ces produits au domicile des clients dans des pays où l'infrastructure routière ainsi que le système postal sont fréquemment limités.

La livraison jusqu'au point final est compliquée en Afrique pour plusieurs raisons : le nombre encore faible de sociétés spécialisées, un système postal peu développé et enfin un réseau routier en mauvais état. Contrairement aux pays occidentaux, il existe peu de sous-traitants capables d'effectuer des livraisons pour les plateformes de l'e-commerce.

Le système postal cristallise également les craintes des consommateurs. Il est encore peu développé, avec de grandes diversités entre les différents pays africains. L'adressage est souvent approximatif.

Le développement des flux d'approvisionnement et d'imports internationaux bénéficiera à l'ensemble du commerce du pays. L'e-commerce devrait par ailleurs être un vecteur de développement majeur des services permettant de livrer le client à domicile. On retrouve ici la question de la logistique du dernier kilomètre.

LE MARKETING EST CENTRAL POUR UNE PLATEFORME D'E-COMMERCE : IL REMPLIT DEUX FONCTIONS CLÉS

Les leviers de marketing digital sont généralement combinés de façon opportuniste dans chaque pays en fonction des coûts d'acquisition.

Dans les pays africains, l'e-commerce vient avant tout répondre à un déficit de l'offre en produits

par rapport à la demande. Il est aujourd'hui centré sur des biens de consommation courante et sur des produits difficiles à trouver tels que les produits high-tech.

Pour se développer, les plateformes d'e-commerce ont besoin d'élargir leur audience autant que possible et de donner le moyen aux utilisateurs de prolonger leur temps moyen de visite. L'enjeu est donc celui de la réduction du coût de la donnée en accès mobile associé au temps passé sur le site.

EN EFFET, LA CYBERCRIMINALITÉ EST RÉPANDUE EN AFRIQUE, NOTAMMENT AVEC LES « BROUTEURS »

Un frein important au développement de l'e-commerce en Afrique est le manque de confiance des consommateurs envers ces plateformes. Il est dû à plusieurs facteurs : une cybercriminalité importante sur le continent, un manque de confiance dans le système postal, enfin la jeunesse des plateformes d'e-commerce.

Ainsi, les consommateurs ont des réserves avant de saisir leur numéro de carte bancaire sur Internet. Pour pallier cette défiance vis-à-vis du paiement en ligne, la plupart des plateformes proposent un système de paiement par cash à la livraison qui permet de ne payer l'achat qu'au moment de la livraison. Le client n'est donc

plus obligé de saisir ses coordonnées de carte bancaire sur Internet.

De plus, l'acheteur peut vérifier l'adéquation du produit avec sa commande avant de payer. Ainsi, seul un faible pourcentage des commandes est payé en ligne, le reste est payé à la livraison.

DU POINT DE VUE DE L'ORGANISATION, CES ENTREPRISES SOUS-ESTIMENT FRÉQUEMMENT L'IMPORTANCE DE LA CAPACITÉ DES ÉLÉMENTS RECRUTÉS À TRAVAILLER EN ÉQUIPE

Pourtant les métiers du e-commerce sont extrêmement horizontaux, ils requièrent de jongler entre différentes compétences : un minimum de technique, de marketing, de commerce et des capacités relationnelles fortes pour tout le monde.

Enfin, le constat de ces lacunes rejaillit sur la pure fonction RH : les processus d'intégration, la concentration des décisions et leur pendant, un fort besoin d'information interne, ne sont pas toujours maîtrisés ■

Source : *Esprit entrepreneur*

Plus de
74
Exposants

Plus de
2 863
Visiteurs

Plus de
47
Pays participants

Principale plateforme en Afrique Centrale et de l'Ouest pour la transformation du bois et des produits forestiers

24 - 26 Juin 2019
Jardin Botanique, Libreville, Gabon

RÉSERVEZ VOTRE ESPACE!

Supporté par :

Partenaires Et Soutiens :

Prochaines Salons du Bois :

+971 4 39 23232
info@gabonwoodshow.com

www.gabonwoodshow.com

INTERVIEW DE MONSIEUR YANNICK EBIBIE NZE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ D'INCUBATION NUMÉRIQUE DU GABON (SING).

LA SING EN PLEINE EXPANSION

Monsieur Yannick Ebibie Nze, vous prenez les rênes de cet incubateur numérique national soutenu par l'État, la Banque mondiale et par les sociétés commerciales les plus importantes du Gabon. Votre expérience aux États-Unis, en France et à présent au Gabon fait de vous un expert en stratégie organisationnelle, fonction et qualité indispensables pour occuper un tel poste. La SING a pour objectif de renforcer la compétitivité des économies africaines à travers l'utilisation du numérique. Pour ce faire, elle œuvre d'une part à lever les freins à l'entrepreneuriat numérique en proposant des programmes d'incubation aux startups innovantes du Gabon, et d'autre part à appuyer les entreprises et administrations gabonaises dans le cadre de leur transformation digitale.

Anne-Marie JOBIN

ECONOMIE GABON + : Pourquoi et comment est née cette idée de créer un énième incubateur puisqu'il en existe déjà bon nombre ?

Eu égard au succès remporté par la promotion de l'entrepreneuriat, la SING fut créée pour répondre au Plan stratégique du Gabon émergent dont le numérique est un pilier important. Au cours de ces 10 dernières années, le Gabon a investi pour que cette infrastructure soit efficiente. Aujourd'hui, plus de 60 % des Gabonais peuvent bénéficier de la fibre optique qui nous mène jusqu'aux frontières des pays voisins. Grâce à cette progression technologique, nous pouvons à présent répondre aux attentes de l'État et développer ce que l'on appelle « la nouvelle économie ». L'appui de la Banque mondiale et des différents acteurs privés permettent à la SING d'épauler, de rendre plus compétitives et d'accompagner les sociétés africaines dans leur évolution technologique grâce à l'innovation numérique.

ECONOMIE GABON + : Vous êtes appuyés financièrement par différentes institutions. Concernant la Banque mondiale, est-ce un don ou un prêt ? Qu'en est-il des fonds versés par l'État ? Concernant l'investissement des sociétés, j'imagine que les dotations allouées sont issues de leur budget dédié à la RSE ?

La SING est un consortium public/privé. L'État a emprunté à la Banque mondiale et nous octroie 5 millions de dollars sur 3 ans. Convaincues du retour sur investissement, les entreprises privées ont contribué à constituer le capital. Dans de grands pays industrialisés tels que la Chine, le chiffre généré grâce aux valeurs numériques atteint jusqu'à 55 % du PIB. Au niveau mondial, quelques 3 000 m^{ds} de dollars sont dédiés aux investissements dans ce domaine. Au Gabon, ce secteur a généré 10 000 emplois et représente 5 % du PIB. Notre objectif à l'horizon 2025 est d'atteindre les 8 % et de créer 20 000 emplois. Les entreprises du secteur bancaire et des télécommunications ont compris l'intérêt de travailler de concert avec l'État pour développer des startups numériques et en faire des leaders nationaux.

ECONOMIE GABON + : Sur quel modèle économique travaillez-vous ?

Notre modèle économique repose sur deux piliers. Nous accompagnons les entreprises et les services de l'État dans leur transformation digitale. Nous intervenons en dispensant des conseils en stratégie de l'innovation d'une part, et d'autre part, offrons des services



■ Yannick Ebibie Nze, Directeur Général de la Société d'Incubation Numérique du Gabon (SING)

d'accompagnement aux startups déjà existantes. Nous les finançons après avoir soigneusement étudié leur business plan, nous les appuyons dans leur développement et misons sur leur future réussite pour un retour sur investissement.

ECONOMIE GABON + : Aujourd'hui, quel est l'axe le plus rentable pour la SING ?

À ce jour, 60 % de notre chiffre d'affaire sont générés par notre travail relatif à la transformation digitale des grandes entreprises et des administrations. À moyen terme, d'ici 3 à 5 ans, nous espérons inverser cette tendance.

Economie Gabon + : Il existe différents incubateurs nationaux. Collaborez-vous ?

Oui bien entendu. Nous structurons ce domaine et avons réussi à mettre en place un écosystème qui permet à tout entrepreneur en devenir d'être affilié à l'une de ces structures. Un jeune déscolarisé ou pas peut se diriger vers JA Gabon qui dispense des programmes de formation à l'entrepreneuriat. L'école 241 forme aux métiers de codeur ou de développeur web. À la SING, nous accueillons ces jeunes qui ont déjà un certain savoir-faire et une idée précise de leurs ambitions. Nous les aidons à créer leur propre entreprise par des conseils et des capitaux.

Lorsqu'une startup devient mature, elle peut se diriger vers Okoumé Capital qui est une société de capital-investissement de 20 m^{ds} de F CFA dédiée au financement de l'entrepreneuriat au

Gabon et au développement des PME et startups disposant d'un fort potentiel de croissance à l'échelle nationale et internationale. Elle peut aussi bénéficier de l'appui de la chambre du commerce qui met à disposition son centre de gestion agréé, la bourse de sous-traitance etc. Nous avons eu besoin de 6 années pour développer et mettre en place ces différents circuits que nous qualifions d'écosystème exemplaire pour l'Afrique.

ECONOMIE GABON + : Comment comptez-vous récupérer vos investissements consentis en faveur des startups ? S'agit-il de participations au capital ?

Nous avons développé un contrat de financement participatif et alternatif qui consiste à offrir des biens et des services que nous valorisons. Nous avons deux choix : ou nous prenons des actions dans l'entreprise au moment d'une levée de fonds réussie, ou la startup devenue société nous rembourse nos investissements à un taux d'intérêt inférieur à 10 %.

ECONOMIE GABON + : Vous avez vos actions sur 4 offres principales : l'incubation, les investissements, le conseil et les services relatifs au développement informatique. Merci de développer ces quatre sujets distincts pour nos lecteurs.

Finalement cette analyse est très simple parce que ces quatre offres étant complémentaires, elles sont, par voie de conséquence, très liées.

Les entreprises ont des besoins bien précis. Elles se doivent d'améliorer leur relation clientèle en facilitant l'accès aux services, en multipliant les contacts et en développant des outils pour que les employés soient plus efficaces. Nous hébergeons des startups spécialisées qui travaillent sur des données précises leur permettant de développer des programmes adaptés aux besoins des entreprises ou des services administratifs. Notre incubateur propose tout en un. La SING concentre une fourmilière de savoir-faire. Les startups ne fonctionnent pas comme des grandes sociétés, elles n'entrent pas dans les critères pour répondre à certains appels d'offres. Cependant, d'importantes sociétés ont besoin d'innovation, mais n'ont pas « l'agilité » et la réactivité des startups. La SING est la garantie, l'intermédiaire, le fusible, qui connecte ces entités.

ECONOMIE GABON + : Concernant les startups élues, quels process employez-vous pour définir vos choix et quels sont les critères qui les définissent ?

Nous nous fions à une charte qui définit 3 critères principaux. En premier lieu, la startup candidate doit pouvoir nous prouver qu'elle a la capacité d'exécuter son projet en termes de gestion, de capacités commerciales et techniques. Si nous sommes intéressés et que nous observons un manquement, alors nous étudions en interne la faisabilité de pallier cette lacune. Le second critère conditionne le projet à présenter un intérêt à l'international. Le Gabon est très réceptif et prometteur, mais le marché s'adresse à moins de 2 millions d'habitants. Pour valoriser la rentabilité, il faut impérativement que le produit puisse être exporté au moins dans la sous-région, voire dans le continent. Enfin, le projet exposé doit présenter un intérêt social et/ou sociétal.

ECONOMIE GABON + : Combien de collaborateurs compte votre équipe ? Pour quelles fonctions ?

Nous sommes 8 et dans quelques mois, nous serons une quinzaine. Nous nous basons sur un tableau de bord qui nous accompagnera au cours des trois prochaines années sur le plan de ce que nous appelons « l'autonomie 2021 ». L'objectif est de devenir autonomes financièrement et aussi vis-à-vis de l'État. Pour y parvenir, nous sommes très rigoureux au niveau de la gestion, nous nous employons à être particulièrement vigilants dans nos choix d'incubés.

ECONOMIE GABON + : Quelle est l'analyse du marché potentiel ?

Le marché potentiel est important puisque le gouvernement a emprunté plus de 200 millions de dollars pour développer les projets d'e-gouvernement, e-identité, e-santé etc. D'autre part, notons que 185 entreprises dites TIC se créent chaque année en moyenne au Gabon, dont moins de 50% survivent. Nous pouvons être utiles et les aider à se développer. C'est un marché dynamique qui devrait croître de façon exponentielle.

ECONOMIE GABON + : Êtes-vous soumis à une obligation de résultat et quels sont vos objectifs à court, moyen et long terme ?

La première obligation vise à compter et à accompagner une cinquantaine de startups d'ici 2021. Ce chiffre correspond à presque 50% du nombre de startups qui se créent chaque année au Gabon.

Par ailleurs, nous avons mis en place un programme nommé VISA SARTUP qui vise à attirer et à accueillir les futurs entrepreneurs venus d'au-delà de nos frontières. Dès lors, le Gabon deviendrait un hub de développement et s'ouvrirait au continent ■

INTERVIEW DE MONSIEUR BENJAMIN DELAGE,
DIRECTEUR DES OPÉRATIONS GVA GABON

LIBREVILLE : FIBRÉE DU NORD AU SUD

En octobre 2017, Group Vivendi Africa (GVA) se positionnait comme un nouvel acteur sur le marché des télécommunications en Afrique. Spécialisé dans la fourniture d'accès Internet à très haut débit, GVA déploie la technologie du FTTH (Fibre To the home), c'est-à-dire la fibre optique jusqu'au domicile du client, qui garantit aux abonnés une qualité Internet ultra performante.

Anne-Marie JOBIN

ECONOMIE GABON + : Monsieur Benjamin Delage, vous avez la charge de la fibre optique Canal. Où en est le déploiement de la fibre optique CANALBOX ?

Depuis 18 mois, nous déployons notre réseau 100 % fibre optique dans l'agglomération de Libreville. Nous avons commencé par la commune d'Akanda et sommes à présent en mesure de servir une grande partie des foyers et entreprises de Libreville, jusqu'à Owendo. Par ailleurs, nos équipes techniques continuent de déployer la fibre dans les quartiers qui ne sont pas encore couverts.

ECONOMIE GABON + : Comment les internautes gabonais accueillent-ils la fibre optique CANALBOX ?

Nous ressentons un véritable enthousiasme de la part des usagers d'Internet. Nos équipes de déploiement sont très bien accueillies dans les quartiers. Notre travail est visible et les habitants reconnaissent les techniciens déployant nos câbles, cela suscite curiosité et intérêt. L'ouverture commerciale de notre offre dans les quartiers nouvellement fibrés s'accompagne d'une forte demande, témoignant de l'attente des familles d'être connectées à la fibre très haut débit. Les internautes gabonais sont très technophiles et le débit de la fibre optique leur permet l'utilisation de nouvelles applications telles que la vidéo à la demande (myCanal), la visioconférence ou des formations en lignes (e-learning). Beaucoup profitent également de leurs premiers jours de connexion pour télécharger toutes les mises à jour en attente sur leurs smartphones.

ECONOMIE GABON + : Comment se positionne CANALBOX dans le paysage concurrentiel des offres Internet ?

L'arrivée de CANALBOX a permis de rendre la fibre optique accessible au plus grand nombre et d'opérer un saut technologique important par rapport à l'ADSL. Les performances et les débits offerts par le FTTH y sont très supérieurs. Chez GVA Gabon,

nous pensons que la concurrence est positive, car elle nous engage à offrir au client le meilleur produit possible et la qualité de service correspondante. Nous considérons également que la compétitivité technologique doit être liée à la compétitivité des tarifs appliqués et proposons à nos clients plusieurs offres en fonction de leurs besoins, leurs usages d'Internet à domicile et leur budget, afin de satisfaire un maximum d'internautes.

ECONOMIE GABON + : Avez-vous également des solutions dédiées aux entreprises ?

Oui, nous désignons et mettons en œuvre des solutions de connectivité dédiées aux entreprises à travers notre catalogue de service CANALBOX PRO. Notre réseau 100 % fibre optique est particulièrement adapté aux professionnels, car le très haut débit les accompagne dans leur transformation numérique. Avec les nouveaux usages associés à la digitalisation des activités de nombreux secteurs, tels que le *cloud computing*, la visioconférence ou encore la communication digitale, le besoin en bande passante des entreprises est en forte croissance.

La démarche d'accompagnement que nous mettons en œuvre aux côtés des entreprises qui nous sollicitent nous permet de concevoir et d'implémenter les solutions techniques qui conviennent le mieux à leurs besoins. L'architecture des réseaux et des systèmes d'information de chaque entreprise est différente, c'est pourquoi nos équipes d'ingénieurs sont les premiers interlocuteurs des directions informatiques de nos partenaires. Notre rôle est de permettre aux entreprises et à leurs collaborateurs d'accéder à Internet avec des très hauts débits symétriques garantis, d'interconnecter leurs sites distants dans des réseaux privés sécurisés, ou encore d'externaliser l'hébergement physique de leurs ressources informatiques.

Les clients professionnels ont également des contraintes fortes en termes de continuité d'activité et de disponibilité de service, et nous mettons en œuvre les outils et l'organisation permettant de leur garantir le niveau de service dont ils ont besoin pour booster leur compétitivité.



■ Benjamin Delage, directeur des opérations GVA Gabon



■ Des agents Canalbox sur le terrain

ECONOMIE GABON + : En termes de ressources humaines, que représente GVA au Gabon ?

GVA Gabon compte aujourd'hui près d'une centaine d'employés, auxquels nous pouvons ajouter une centaine d'emplois directement générés par notre activité. Nous recrutons et développons un large spectre de compétences et d'expertises. Ingénieurs réseaux télécoms, ingénieurs études et travaux, techniciens spécialisés fibre optique et conseillers clients sont les principaux métiers au cœur de notre activité. Nous contribuons ainsi à la professionnalisation des filières d'avenir pour les métiers de l'ingénierie, du numérique et de la distribution.

ECONOMIE GABON + : Quels sont vos investissements en termes de RSE ?

Nous croyons à l'impact positif d'Internet et des nouvelles technologies sur nos vies. L'accès au très haut débit est un des principaux facteurs de développement social et économique, libérant les usages et créant de nouveaux débouchés. Nous souhaitons contribuer à l'innovation, à l'entrepreneuriat et au développement de l'écosystème du numérique au Gabon et dans cette perspective, nous sommes notamment partenaires de la Société d'Incubation Numérique du Gabon (la SING). Les startups qui y sont incubées bénéficient d'un accompagnement dans la création, le développement et l'accélération de leur activité. Nul doute que de nombreuses applications et produits digitaux made in Gabon y verront le jour ■

ACTUALITÉ DE L'AGENCE NATIONALE DES INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES ET DES FRÉQUENCES (ANINF)

Déoulant du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), le Plan sectoriel Gabon numérique a été élaboré sur la base d'une vision axée sur la conviction que le numérique constitue un vecteur accélérateur des autres secteurs du Gabon émergent.

Anne-Marie JOBIN

Créée le 27 janvier 2011, l'ANINF est une agence du Gouvernement de la République gabonaise. L'ANINF agit et opère dans trois grands domaines : les télécommunications, l'audiovisuel et l'informatique. L'ANINF valide tous les projets de l'économie numérique afin de garantir la cohérence globale des systèmes d'information mis en place au sein de l'Administration gabonaise.

SES MISSIONS

Ses missions sont de développer l'infrastructure numérique sur l'ensemble du territoire national gabonais, de concevoir, de réaliser et de sécuriser des solutions applicatives innovantes pour le développement de services à forte valeur ajoutée (e-gouvernement).

Parmi les infrastructures bâties par l'ANINF, nous comptons le vaste chantier du Backbone National Gabonais (BNG), qui permet d'interconnecter l'ensemble des pôles économiques du pays grâce à la fibre optique, et le projet Central African Backbone (CAB4), qui connecte le pays à la sous-région, c'est-à-dire avec le Congo, le Cameroun et la Guinée équatoriale.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

La Banque africaine de développement est une institution financière multinationale de développement, établie dans le but de contribuer au développement et au progrès social des États africains.

Fondée en 1964, la Banque africaine de développement comprend trois entités : la Banque africaine de développement, le Fonds africain de développement, créé en 1972, et le Fonds spécial du Nigéria, créé en 1976.

La mission de la Banque est de combattre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie sur le continent, via la promotion des investissements à capitaux publics et privés dans des projets et des programmes aptes à contribuer au développement économique et social dans la région. La Banque africaine de développement est un fournisseur financier pour bon nombre de pays africains et d'entreprises privées investissant au sein des pays membres de la région.

PRICEWATERHOUSECOOPERS (PWC)

PricewaterhouseCoopers est un réseau d'entreprises spécialisées dans des missions d'audit, d'expertise comptable et de conseil à destination des entreprises. C'est l'un des quatre grands cabinets d'audit et de conseil avec Deloitte, Ernst & Young et KPMG.

Fort d'un réseau de 236 000 talents à travers le

monde, PwC propose une approche adaptée à la diversité des réalités et enjeux locaux, au service des stratégies de développement de ses clients sur les marchés internationaux, notamment dans les pays émergents.

Dans un contexte de grandes transformations digitales, mais également sociétales, environnementales et culturelles, PwC aide ses clients à anticiper les opportunités qui en découlent et à en tirer profit. Pour cela, il déploie une démarche fondée sur la proximité et l'écoute des équipes grâce à la pluridisciplinarité et à l'innovation tournée vers l'humain. Cette démarche s'appuie sur des expertises et des expériences uniques pour répondre aux problématiques et guider l'entreprise de la définition de la stratégie jusqu'à son exécution.

LETTRE DE CADRAGE DU PROJET

La lettre de cadrage conçu par le cabinet PricewaterhouseCoopers concerne les études de faisabilité de la dorsale à fibre optique d'Afrique Centrale (CAB – GABON) et la mise en place d'un centre national de données (Datacenter) comprenant également une plateforme Centre d'Alerte et de Réaction aux Attaques Informatiques (CSIRT), une Infrastructure à clé publique (PKI) ainsi qu'un Centre d'Opérations de Sécurité (SOC).

OBJECTIFS DE LA LETTRE DE CADRAGE

Cette lettre de cadrage a pour objectif de permettre l'élaboration des études de faisabilité exhaustives techniques et économiques du projet CAB-GABON, en mettant en exergue les points et phases clés de cette étude à savoir : un chronogramme détaillé de la mission intégrant l'ensemble des activités, les intervenants, la durée de réalisation ainsi que les différents points formels à réaliser avec l'ANINF ; les

études de faisabilités de la phase 2 du projet CAB-GABON, composante A et les études de faisabilité d'un datacenter/CSIRT/PKI, composante B.

Pour chacune de ces composantes, il est attendu les trois livrables suivants :

Livrable 1 (analyse de l'existant) ; Livrable 2 (études techniques, économiques, financières, environnementales et sociales) ; Livrable 3 (rapport de synthèse)

Rappel du don de financement de la Banque africaine de développement : cette assistance financière a pour objectif de permettre l'élaboration des études exhaustives de faisabilité (technique, économique, financière, environnementale et sociale) de la mise en place de la fibre optique sur les axes prioritaires.

Le linéaire total de l'ensemble de ces axes prioritaires s'établit à 2 000 km. Il y a lieu de souligner que ces axes intègrent les interconnexions du Gabon avec le Congo Brazzaville, le Cameroun et la Guinée équatoriale voisine, conformément au Plan de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) qui recommande fortement que chaque pays africain puisse disposer d'au moins deux liaisons terrestres à fibre optique avec ses voisins immédiats.

Ces interconnexions viennent doubler celles déjà réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la phase 1 du Projet CAB-4 avec le partenaire Banque mondiale.

À moyen terme, le projet CAB-Gabon permettra de communiquer sans interférences réseau, d'améliorer l'économie du savoir et de faire baisser la facture numérique. À long terme, il fera baisser les coûts de communication, amènera les applications, services et contenus numériques vers les entreprises et les citoyens sur tout le territoire national dans de bonnes conditions de qualité et de coût, et enfin, permettra au Gabon de s'insérer au cœur de la société de l'information et de la communication ■

HIER – AUJOURD'HUI – DEMAIN

Les ordinateurs ont commencé à « envahir » le monde après la seconde guerre mondiale. Au début, compte tenu de leur coût, ils ne pouvaient guère être mis en œuvre que par les États, les universités et les très grandes entreprises.

Claude MOREAUX



■ Claude MOREAUX, gérant de SAAS

Dans les années 60, IBM régnait en maître sur ce nouveau monde (pour rappel, le budget recherche d'IBM était supérieur au chiffre d'affaires de son plus proche concurrent, DIGITAL RESEARCH). Mais petit à petit, l'offre s'est diversifiée et « démocratisée » : la taille et les prix permirent enfin à toutes les entreprises de s'équiper de « mini » ordinateurs. Et chacun put constater que l'on n'était pas, fort heureusement, dirigé par des machines, mais que déjà on ne pouvait plus gouverner sans elles...

Dans les années 70, un certain Bill Gates changea la donne. L'ordinateur personnel – l'IBM PC – vit le jour en 1981. Avec MICROSOFT et la société NOVELL, les PC furent progressivement mis en réseau, respectant la loi de MOORE (sur une puce de même taille la densité des transistors double tous les deux ans, ainsi que la vitesse des microprocesseurs) pendant quarante ans, jusqu'en 2016.

Aujourd'hui les réseaux locaux et les ordinateurs personnels sont au cœur de la gestion des entreprises de toutes tailles et nos enfants sont nés avec le téléphone portable, le smartphone, Internet et les réseaux sociaux. Quand ils arriveront sur le marché du travail, ils n'accepteront pas de travailler sans eux. Nos entreprises vont donc devoir s'y mettre !

De gigantesques datacenters stockent et sécurisent nos données dans le « cloud ». Associés à l'entrée dans l'ère numérique, ils constituent un nouveau bouleversement majeur qui aura des répercussions non seulement dans l'informatique, mais pratiquement dans tous les domaines. Le télétravail va aussi s'implanter partout où il le pourra, modifiant ainsi notre façon de travailler, nos contrats de travail, notre mode de vie, etc.

Personnellement, j'ai eu la chance de commencer ma carrière un peu avant que les ordinateurs personnels voient le jour. J'en ai fait ma passion, mon métier. Dès aujourd'hui – avec SAGE (numéro un mondial des logiciels de gestion PME/PMI) – les modules SAGE-E-FACTURE, SAGE SCANCONNECT, SAGE DOCUMENT MANAGER ainsi que les versions SAGE 100 CLOUD hébergées me permettent – avec mon équipe – d'emmener sur ce chemin les PME/PMI gabonaises ■

LE MEDIALAB GABON : CONSTRUIRE ENSEMBLE LE MÉDIA DE DEMAIN

Le mot Medialab est construit à partir du mot « média » et de la première syllabe de « laboratoire », ce qui nous permet de définir assez sommairement un Medialab comme un laboratoire dédié à la recherche sur les médias.

Philippe Chandezon

Le numérique a changé la façon dont les populations accèdent à l'information et la consomment. Il modifie ainsi leur manière de s'informer. En effet, nos jeunes gens sont des « digital natives » qui, depuis leur enfance, utilisent les technologies de l'information et de la communication pour mener leurs activités, qu'il s'agisse de jeux, de contacts personnels et de vie communautaire, de documentation, de recherche d'informations, d'emploi ou de stages, etc.

Un Medialab est un écosystème autour de la pratique du numérique, un laboratoire de prospection ayant vocation à imaginer les médias de demain mêlant design, multimédia et technologie.

Le Medialab est devenu populaire depuis les années 1990 grâce à des publications comme Wired ou Red Herring et pour une série d'inventions dans les domaines des réseaux sans fil, des réseaux de capteurs sans fil, des navigateurs Web et du World Wide Web.



Le premier Medialab est celui du Massachusetts Institute of Technology (MIT) fondé en 1985 par Nicholas Negroponte et Jerome Wieser. Ce Lab est rapidement devenu une référence tant par sa taille et son dynamisme que par sa capacité à attirer « the best and the brightest », chercheurs de renommée internationale et étudiants triés sur le volet.

Fondé en 2001 à Montréal, Hexagram représente l'exemple le plus important et le plus reconnu du concept de Medialab en sol québécois. À ses débuts, Hexagram avait pour objectif de « résoudre grâce à la technologie les interrogations soulevées par l'art et la science ». Sa mission comportait deux facettes : « trouver, au sein de l'industrie privée du financement pour les projets de création des chercheurs tout en préservant leur indépendance », puis « permettre le passage de leurs réalisations au secteur privé ». Dans ce contexte, on parle alors de recherche-crédation.

Dès lors, le concept de Medialab s'est installé en Europe et dans le reste du monde. Le Medialab a pour vocation de favoriser et d'améliorer la pédagogie et la formation des étudiants à la prise de parole. Il permet de développer la complémentarité le partage, la créativité et l'innovation des étudiants. Des cours pratiques y sont dispensés : écrire un scénario, tourner un film, le monter, créer un produit marketing, un clip d'entreprise, créer une web-radio, une web-télé, produire des POM (petits objets multimédias) et des MOOC (massive open online course – formation en ligne ouverte à tous), filmer des campagnes de communication etc.

Son but est de placer la communication en tête de l'innovation : outil de contact, vitrine, attractivité, portes ouvertes virtuelles, liens avec les médias, présence dans les médias.

Le journal Economie Gabon+ accueillera très bientôt le premier Medialab dans cette partie de l'Afrique. Un appel à propositions est lancé pour toute personne désireuse d'intégrer ce laboratoire des médias ■

Intégrateur de Solutions Informatiques

- Archivage et Gestion Electronique de documents
- Développement de logiciels spécifiques sur demande
- Administration système et réseau
- Maintenance et assistance technique
- Services à valeur ajoutée
- Conception, réalisation et hébergement de Sites Web
- Intranet, Portails collaboratifs
- Numérisation de documents
- Informatique décisionnelle
- Applications Mobiles et Biométriques
- Formations

Innovation, Excellence

SAHELYS

ARCHITECTURE RESEAU - SYSTÈME & NOUVELLES TECHNOLOGIES

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : UNE RÉVOLUTION

L'intelligence artificielle (IA) entraînera-t-elle la fin de l'humanité comme le prédisait en 2014 le célèbre astrophysicien Stephen Hawking, ou peut-elle rendre le monde meilleur, comme le pense Mark Zuckerberg, CEO de Facebook ? Prétendant qu'elle est plus dangereuse que les armes nucléaires, Elon Musk, patron de Tesla, penche pour la première solution. Chacun a son opinion sur la question, mais une chose est certaine, c'est que l'IA envahit chaque jour un peu plus notre environnement.

Philippe Chandezon



Qu'est-ce au juste que l'intelligence artificielle ? Le nom est apparu à la conférence de Dartmouth en 1956, où des mathématiciens et des scientifiques s'étaient réunis pour réfléchir sur l'intelligence humaine et la possibilité de la remplacer par des machines. Plusieurs écoles de pensée se développèrent alors, avec des convictions très différentes. Mais imiter l'intelligence humaine est-il suffisant pour relever de l'intelligence ?

Il fallut attendre le début des années 70 pour qu'apparaisse la notion de système expert, outil

capable de reproduire les mécanismes cognitifs d'un expert dans un domaine particulier. Après un moment de gloire, ces systèmes experts se sont finalement effondrés sur le marché. Dans le domaine de l'IA, nous en sommes aujourd'hui au même point qu'en 1995, lorsque de grands experts prédisaient l'échec d'Internet.

Une des avancées les plus importantes de ces dernières années est la possibilité pour les machines de voir. La reconnaissance faciale a été mise en place il y a un peu plus d'un an par APPLE sur son iPhone 10.



■ Cédric Villani, mathématicien

Tous les secteurs sont touchés par cette révolution, et en premier lieu la médecine, avec la création d'algorithmes capables d'analyser des milliers d'études et de fournir des diagnostics fiables. À travers sa filiale CALICO, Google ne rêve pas moins que de nous rendre immortels ! Sont également touchés le domaine juridique (capacité de lire et d'analyser des milliers de pages en une fraction de seconde), l'énergie et beaucoup d'autres secteurs.

Les GAFAM (Google Amazon, Facebook, Apple et Microsoft), mais aussi leurs concurrents chinois, les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi), ont des milliers de projets en cours relatifs à l'intelligence artificielle. Nous serons bientôt tous guidés dans nos faits et gestes par des majordomes personnels capables de répondre à nos moindres désirs.

L'intelligence artificielle peut être un enjeu vital pour nos entreprises : il ne s'agit pas seulement de voir en quoi l'intelligence artificielle peut améliorer notre activité actuelle, mais avant tout d'étudier si son arrivée ne risque pas de la remettre tout simplement en cause. Kodak en est un exemple flagrant avec l'arrivée des appareils photo numériques. Les banques peuvent se poser la même question face au développement du *mobile banking*. Le risque de disruption est grand dans de nombreux domaines et doit nous conduire à de nouvelles méthodes de gestion et à l'adoption de nouveaux paradigmes.

En France a été créé un Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologique (OPECST) au sein duquel Cédric Villani, le célèbre mathématicien lauréat de la médaille Fields en 2010 et 1^{er} vice-président de l'OPECST, a été chargé fin 2017 de mener une consultation publique sur l'IA qui a conduit six mois plus tard à la mise en place d'un plan de 1,5 mds d'euros sur 5 ans pour son développement, encadré par des règles philosophiques et éthiques.

Relevant à ses débuts du domaine de la science-fiction, l'intelligence artificielle est devenue une réalité qui va rapidement révolutionner le monde dans lequel nous vivons et toucher l'ensemble des domaines et des secteurs d'activités. Accompagnée du tout digital, l'IA va nous conduire inéluctablement vers ce que l'on appelle déjà « la quatrième révolution industrielle ». Grands consommateurs d'intelligence artificielle, les géants de l'Internet sont les premiers acteurs de cette révolution.

Ange ou démon, l'avenir nous le dira, mais peut-être est-ce enfin une chance unique pour les pays émergents et à revenu intermédiaire de rattraper leur retard technologique et de réaliser une mise à niveau dans le domaine de l'éducation et de la formation, afin de réduire le fossé entre riches et pauvres ■

Géant CKdo

"Retrouvez notre équipe point chaud tous les jours à votre service dans votre GEANT CKDO"

CECA GADIS

LE GABON PROMET L'ACCÈS À L'EAU POTABLE POUR TOUS LES LIBREVILLOIS

C'est ce qui ressort de l'édition 2019 de la Journée mondiale de l'eau organisée le 22 mars dernier par le ministère chargé de l'Eau, la Banque africaine de développement et le Système des Nations Unies au lycée public Paul Emame Eyéghé de Libreville. Cette célébration a permis de présenter la politique du Gabon en matière d'eau ainsi que les futurs projets destinés à favoriser l'accès à l'eau potable pour toutes les populations des communes de Libreville, Ntoum, Akanda et Owendo réunies sous le nom de « Grand Libreville ». Cette journée a également permis d'inciter les élèves du lycée à s'intéresser aux métiers de l'eau, élément considéré par certains comme l'or des générations futures.

La rédaction

La Journée mondiale de l'eau est une célébration internationale et une occasion d'en apprendre d'avantage sur les sujets liés à l'eau. C'est également l'occasion d'en parler et d'agir. Son objectif est d'attirer l'attention sur l'importance de l'eau et de promouvoir la gestion durable des ressources en eau douce. Elle se célèbre le 22 mars de chaque année depuis son adoption le 22 décembre 1992 par l'assemblée générale des Nations Unies.

Le thème retenu par la communauté internationale est : « Ne laisser personne de côté ». Il s'agit d'une adaptation de la principale promesse des objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030 : tout le monde doit pouvoir bénéficier des progrès accomplis en matière de développement durable. L'une des cibles de l'ODD 6 consiste à assurer, d'ici à 2030, l'accès à l'eau pour tous et une gestion durable des ressources en eau.

Au Gabon, la célébration s'est faite sur le thème de « l'accès à l'eau pour tous ». Dans l'optique de favoriser l'accès à l'eau au plus grand nombre, Monsieur Robert Masumbuko, Responsable bureau-pays de la Banque africaine de développement, a annoncé que son institution s'est engagée dans la mise en œuvre d'un projet majeur qui va changer la vie de tous les habitants du Grand Libreville. Il s'agit du Programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville (PIAEPAL) qui vise la réhabilitation de plus 280 km de réseaux d'eau pour desservir tous les ménages n'ayant pas encore accès à l'eau potable et qui achètent de l'eau à des prix exorbitants ou tombent régulièrement malades à cause de l'usage d'eau non potable.

À la suite de ces propos, Monsieur Stephen Jackson, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, a félicité le Gabon et la BAD pour la signature de ce projet qui va contribuer non seulement à l'atteinte de l'ODD 6, mais aussi à une meilleure distribution et gestion de l'eau au Gabon. Il a affirmé ensuite la disponibilité de toutes les agences onusiennes dans leurs domaines de compétences respectifs afin d'accompagner les porteurs du projet dans la mise en œuvre effective de toutes ses composantes, notamment en matière de renforcement des capacités, et en offrant la contrepartie « software » – éducation relative à l'eau et sensibilisation à la santé publique – à l'effort « hardware » vital de modernisation du système complexe qui achemine l'eau de la source au robinet, pour permettre à tous d'accéder à l'eau et à l'assainissement, sans discrimination.

Le Gabon mène actuellement plusieurs autres projets visant à améliorer l'accès à l'eau potable, non seulement pour les populations du Grand Libreville, mais aussi pour celles de l'intérieur du pays, a souligné Monsieur Norbert Emmanuel Tony Ondo Mba, ministre chargé de l'Eau.

Pour le Grand Libreville – qui compte plus de la moitié de la population du pays –, il a notamment parlé du projet de mobilisation des eaux brutes des cours d'eau situés entre les localités de Ntoum et de Kango, avec la construction prochaine d'une usine de production qui permettra d'apporter plus de 140 000 m³ d'eau par jour. Ce projet vise non seulement à renforcer la capacité de production en prévision des besoins futurs, mais également à compenser le déficit actuel d'approvisionnement en eau potable. Il a aussi fait référence au projet de



■ Accessibilité à l'eau potable pour les populations gabonaises

mobilisation des eaux brutes de CIM-GABON 2 qui vise à brève échéance un apport supplémentaire journalier estimé à 36 000 m³ d'eau potable pour l'approvisionnement de Libreville et ses environs.

Pour l'intérieur du pays, le Gabon prévoit la mise en œuvre du projet d'accès aux services de base en milieu rural avec le concours de la Banque mondiale, qui se traduira par l'installation d'ouvrages de production d'eau et d'électricité dans toutes les localités, a-t-il rajouté.

La phase protocolaire de cette cérémonie a été complétée de trois présentations : (1) La gouvernance de l'eau au Gabon (Politique et code de l'eau) ; (2) Le projet PIAEPAL et ses enjeux et (3) Le rapport mondial 2019 des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau. Au terme de cette première partie, les personnalités présentes ont dégusté de l'eau du robinet. Cette séquence a fait place aux ateliers de sensibilisation avec les élèves. Ces ateliers ont permis aux jeunes apprenants de saisir l'importance d'une gestion rationnelle de l'eau afin qu'elle soit durable et accessible au plus grand nombre. Ils ont ainsi été invités à adopter les bons gestes qui permettent de réduire, à défaut de stopper net, les déperditions de l'eau : utiliser moins de savon, toujours bien resserrer les robinets, utiliser l'eau de pluie pour certaines tâches, jeter les ordures essentiellement dans des bacs à ordures et non pas dans les cours d'eau, etc. Ils ont également été éduqués sur le cycle de potabilisation de l'eau. Enfin, ils ont suivi une présentation sur les métiers de l'eau dans des domaines tels que l'hydrologie, l'hydrogéologie, l'hydraulique et quelques autres métiers de traitement de l'eau. L'objectif était de susciter des vocations, donner envie à ces jeunes de poursuivre des études supérieures dans le domaine de l'eau et ainsi garantir une maîtrise de très haut niveau du cycle de l'eau à toutes les étapes par le truchement d'une main d'œuvre qualifiée ■

BICP

LEADER DU CONSEIL IMMOBILIER AU GABON



NOS BUREAUX À LOUER

BICP considère que chacun de ses clients est un cas particulier qui doit être guidé, conseillé et encadré sur l'ensemble de ses choix d'acquisitions.

BICP peut vous aider :

- A recenser l'ensemble de vos choix d'acquisition ;
- A inventorier les documents relatifs à une acquisition ou une cession ;
- A harmoniser la qualité et les procédures de mise en relation propriétaire - acheteur ;
- A expertiser un de vos biens ;
- A procéder à la rédaction de tous textes et documents relatifs à un acte de vente.



1. Façade de l'immeuble BICP



2. Espace bureau en open space



3. Comptoir accueil



4. Salle de réunion

NOS APPARTEMENTS MEUBLÉS



1. Résidence Equateur Louis



2. Appartement 3 chambres



4. Espace bureau et détente



4. Séjour avec salle à manger

Immeuble BICP, bord de mer - 1474, Av. G. Pompidou / BP 4562 Libreville - Gabon
Fixe : (+241) 01 73 18 80 / Portable : (+241) 05 31 70 00 / 05 80 18 80
Email : pchandezon@gmail.com - servicecommercial@bicpgab.com / Site internet : www.bicpgab.com
Burkina Faso : Zone Zaca 10 BP 13589 - Ouagadougou - Tél : +226 25 30 00 14 / 77 68 64 64



Se réinventer,
pour mieux vous servir...

TOUCH Innovative

CONSO
& SANTÉ

MORSURES
DE SERPENTS

Le continent africain regorge d'espèces de serpents venimeux. Chaque année, des humains et des animaux, notamment domestiques, sont victimes de leurs morsures. Pour venir à bout des dommages causés par les morsures de ces reptiles, l'Afrique a un grand besoin d'antivenins efficaces. Mais leur prix ainsi que leur quantité et qualité, sont source d'inquiétude tant pour les populations que pour les spécialistes. Explications.

La rédaction



■ Un mamba noir prêt à l'attaque.

L'objectif de l'OMS est de réduire de moitié le nombre annuel de morts causées par des morsures de serpents d'ici aux années 2030. Selon les chiffres connus, ces reptiles causent annuellement entre 81 000 et 138 000 décès sur le continent africain tandis que dans le même temps, 400 000 personnes souffrent de séquelles liées aux morsures de serpents. L'entité onusienne vient de publier sa feuille de route globale. Concrètement, elle s'intéresse à la formation des personnels de santé et met l'accent sur une sensibilisation tous azimuts des populations dites à risque, celles-là mêmes qui sont directement exposées aux morsures des reptiles. Mais le volet qui tient le plus à cœur à l'OMS est la fabrication d'antivenins. Ce dernier volet est considéré comme le plus important de tous.

Découvert au 19^e siècle, le procédé n'a pas connu d'évolution significative depuis 50 ans. Du venin de serpent est extrait et injecté progressivement à un animal de la taille d'un cheval (par exemple) sur une durée de plus d'un an. Au fil du temps, le « cobaye » développe des anticorps qui sont recueillis dans son sang puis purifiés. L'antivenin ainsi obtenu est ensuite conservé dans une ampoule de verre. Il est prêt à être utilisé, notamment en intraveineuse.

Le continent africain s'est brusquement trouvé face au dilemme de la disponibilité du remède, lorsque le laboratoire français Sanofi a stoppé la production de son antivenin polyvalent dénommé « FAV-Afrique » en 2014. La raison de cet arrêt ? Le manque de rentabilité.

Aussitôt, des spécialistes africains, mais aussi indiens, se sont lancés dans la course à la fabrication d'antivenins, avec plus ou moins de succès. À ce propos, Global Snakebite Initiative, une ONG australienne spécialisée dans ce domaine, fustige « l'introduction opportuniste de contrefaçons de mauvaise qualité ou d'antivenins inappropriés », conduisant très souvent « à des effets désastreux », et la hausse des prix visant à pallier la baisse des ventes.

LE TRI DES PRODUITS ET LE DILEMME DE LEUR DISPONIBILITÉ

Quant à l'ONG Médecins sans frontières (MSF), elle va un peu plus loin, faisant le tri des antivenins à conseiller et à déconseiller dans les centres de soin. Julien Potet, en charge des

maladies tropicales négligées au sein de MSF : « Nous évaluons les antivenins existants qui, pour la plupart, ont été mis sur les marchés sans aucune donnée clinique, sans aucune donnée d'efficacité ou d'innocuité chez l'homme ».

Mais la qualité des antivenins n'est pas seule en cause. Leur disponibilité fait souvent défaut en Afrique. Selon une étude menée en 2018 par l'École de médecine tropicale de Liverpool, un antivenin polyvalent sud-africain de très grande qualité s'est avéré quasi-introuvable hors d'Afrique australe. Julien Potet se prononce sur cette problématique : « Le marché reste volatil. Ce sont de petits producteurs et le marché des antivenins africains est assez limité. En général, ils (les fabricants) attendent d'avoir plusieurs commandes en même temps avant de lancer une production (...) Il faut donc vraiment anticiper la demande ».

Royjan Taylor dirige le laboratoire Bio-Ken à Watamu, sur la côte kényane. Sa spécialité ? Collecter et vendre du venin de serpent qui permet la fabrication d'antivenin. « Nous n'avons pas assez d'antivenins à l'heure actuelle. Nous perdons chaque année 1 000 personnes au Kenya à cause des morsures de serpents », déplore-t-il.

Les experts de la production et de la vente d'antivenin ont en ce moment les oreilles tendues vers l'OMS, dont la conclusion des travaux est attendue dans quelques mois. L'organisation onusienne a lancé une étude d'envergure sur les antivenins disponibles en Afrique, afin d'évaluer leur efficacité et leur éventuelle toxicité pour les utilisateurs.

REDONNER VIE AU MARCHÉ DES ANTIVENINS EN AFRIQUE

La disponibilité des antivenins occupe une place de choix dans les ambitions de l'OMS, qui compte remettre le marché sur pied. Elle a pour objectif la mise à disposition de 500 000 traitements antivenimeux chaque année d'ici 2024 en Afrique subsaharienne. L'Organisation mondiale de la santé envisage ensuite de passer à la vitesse supérieure avec 3 millions de traitements dans le monde d'ici 2030

L'OMS entend « revigorer les investissements dans la production d'antivenins et établir un environnement qui attire de nouveaux fabricants, stimule la recherche et encourage l'innovation ».

« Les gouvernements et organisations internationales doivent vraiment prendre ce problème à bras-le-corps, tout simplement parce que c'est la bonne chose à faire », renchérit Royjan Taylor, qui rêve de « voir d'ici 5 à 10 ans, même 15, un antivenin produit pour chaque région du globe concernée et qui serait disponible gratuitement pour les habitants » ■

AGENDA N°71

16-21 avril 2019 Meknès (Maroc) : 14^e édition du Salon international de l'agriculture au Maroc (Siam)
Placé cette année sous le thème de « L'Agriculture, levier d'emplois et avenir du monde rural », le Siam verra la participation de plus d'un millier d'exposants issus d'une soixantaine de pays dont le Gabon qui sera fortement représenté.

Un temps pour Soi

by Vanessa

Téléphone :

+241 07 00 28 58

Facebook :

Un temps pour soi by vanessa

Mail :

untempspoursoibyvanessa@hotmail.fr

Coiffures :

européennes

africaines

Esthétiques :

onglerie

soin visage & corps

épilation

massage

maquillage

Offres valables jusqu'au 30 avril 2019

Sur présentation de ce coupon

- 50 % sur nos soins du visage & du corps

- 50 % sur nos massages

- 20 % sur nos manucures et pédicures

flyafrijet.online

by AFRIJET

De	Vers	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Brazzaville	Libreville	16H15		14H00		14H00		
	Port-Gentil	16H15		14H00		14H00		
	Douala					14H00		
	Franceville			14H00				
Douala	Libreville	11H30	16H15	15H00		18H15		14H45
	Port-Gentil	11H30	16H15	15H00		18H15		14H45
	Brazzaville	11H30						
	Pointe-Noire							14H45
Franceville	Sao Tomé					18H15		13H45
	Brazzaville			12H00		12H00		
	Libreville	12H15	14H45	15H30	14H45	15H15	12H15	14H45
	Port-Gentil	12H15	14H45	15H30	14H45	15H15	12H15	14H45
Libreville	Brazzaville	13H30		10H00		10H00		
	Franceville	10H00	-	10H00	-	10H00	10H00	-
	Pointe-Noire		12H30	-	12H30	13H00	-	12H30
	Port-Gentil	07H30	07H30	07H30	07H30	07H30	07H30	-
Sao Tomé	Douala	08H15	14H30	10H30		16H30		12H00
	Yaoundé	08H15				08H15		
Pointe-Noire	Libreville		12H15		13H45			19H30
	Port-Gentil		12H15		13H45			19H30
	Douala		12H15					
	Sao Tomé				13H45			
Port-Gentil	Brazzaville	08H30		08H30		08H30		
	Libreville	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	-
	Pointe-Noire	-	11H00	-	11H00	-	-	09H45
	Douala	-	-	-	15H30	-	-	11H00
Sao Tomé	Yaoundé	18H30	18H30	18H30	18H30	18H30	18H30	-
	Libreville	19H00	19H00	19H00	19H00	19H00	-	19H00
	Pointe-Noire		08H30		08H30			11H00
	Douala		11H00	08H30		08H30		09H45
Yaoundé	Sao Tomé				15H30			09H45
	Franceville	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	09H45
	Libreville				18H30	19H00		14H30
	Port-Gentil				18H30	19H00		14H30
Brazzaville	Pointe-Noire							14H30
	Douala							12H00
	Libreville	10H00				10H00		
	Brazzaville	10H00						

Vols directs

Vols avec escale

Follow us on :

facebook.com/afrijet

flyafrijet.online

CANALBOX PRO

L'INTERNET PUISSANCE CANAL
DEDIE AUX PROFESSIONNELS

BOOSTEZ LA COMPETITIVITE DE VOTRE ENTREPRISE AVEC LA FIBRE OPTIQUE



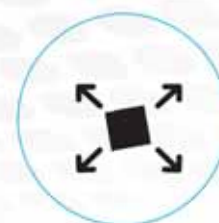
TRES HAUT DEBIT
GARANTI ET
SYMETRIQUE
JUSQU'A 10 GB/S



RESEAU
INDEPENDANT
ET DE QUALITE



SERVICE CLIENT
PREMIUM
24/7



FLEXIBLE ET
ADAPTE AUX
BESOINS DE
VOTRE ACTIVITE

UNE OFFRE CLE EN MAIN ET PERSONNALISEE A VOS BESOINS

CHOISISSEZ LA CONNEXION QUI VOUS CORRESPOND



**ACCES INTERNET
TRES HAUT DEBIT**

De 10 Mb/s à 10 Gb/s
selon la taille et les usages de votre entreprise

ET ENRICHISSEZ VOTRE OFFRE AVEC NOS SERVICES ADDITIONNELS



**RESEAUX
PRIVES**



**INFRASTRUCTURE
ET HEBERGEMENT**



**INTERCONNEXIONS
DE SITES DISTANTS**

► **Ecrivez-nous :** canalboxpro.gabon@gva.africa

► **Rendez-vous sur le site** www.canalboxpro.ga



Société d'Incubation
Numérique du Gabon

Notre vision

Faire émerger des champions nationaux
compétitifs de l'économie numérique
à l'échelle du continent d'ici 2030



Conseils

Stratégie d'innovation | Gestion de projets | Organisation



Incubation

Matériels, logiciels, bureaux, experts



Capital

Subventions | Capital d'amorçage | Accélération



Informatique

Développement | Maîtrise d'ouvrage